

Lionel Nsadisi Bungiena

L'AFRIQUE DEVANT UN MIROIR

DEDICACES

Le présent ouvrage n'aurait pas vu le jour sans l'aide bienveillante et le dévouement d'un certain nombre de personnes qui, par leur présence et leurs conseils, m'ont apporté leur soutien. Je les en remercie, et m'excuse de ne pouvoir les citer.

INTRODUCTION

La désintégration du système colonial au lendemain de la 2^e guerre mondiale crée de nouveaux Etats et donne naissance aux concepts "pays riches" "pays pauvres" et plus tard pays développés et pays sous développés. La notion de sous développement reste cependant complexe et contre versée, du fait de la diversité des interprétations et la multiplicité des catégories.

L'économie des pays pauvres est née au lendemain de la deuxième guerre mondiale, un héritage du "pacte colonial" depuis ont mis en place une division internationale du travail qui leur réserve la fonction d'usine et fait des économies attachées des fournisseurs produits manufacturés. Les investissements se sont donc cantonnés dans la mise en valeur des mines, le développement des grandes plantations, l'équipement des grandes plantations, l'équipement ferroviaire et portuaire. Les industries se limitent à l'extraction des minerais. L'essentiel de la population active reste dans le secteur agricole. Les pays Africain Asiatiques et Sud Américains nouvellement indépendants affichent ainsi un grand retard, d'où la naissance du tiers-monde (les pays pauvres).

Le miroir, surface de verre poli et métallisé qui réfléchit les rayons lumineux. Ce livre représente un reflet pour l'Afrique.

Nous devons nous dire la vérité amère, que ce qui est déjà arrivé appartient au passé et ceux qui en parlent encore ratent le présent et obstruent leur avenir. Actuellement, les Africains sont les responsables du sous-développement de l'Afrique. La traite négrière et le colonialisme appartiennent au passé. Notons d'ailleurs que ces fléaux ne sont pas spécifiques à l'Afrique. Ils ont touché d'autres régions du monde dont l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et l'Asie. Peut-on comparer ces régions avec l'Afrique aujourd'hui ? Des pays comme l'Inde, la Malaisie, le Mexique, le Brésil, Singapour et

d'autres blâment-ils toujours les Européens pour leur passé malheureux ou se sont-ils eux-mêmes transformés en puissances économiques et politiques ? Le Brésil est aujourd'hui la septième puissance économique mondiale, 37 places devant leur ancien maître colonial le Portugal qui est 44^{ème}.

Dans l'histoire du monde, chaque civilisation comme chaque pays ont connu des hauts et des bas. L'Europe a rebondi après les deux guerres mondiales, les États-Unis suite à la guerre civile et au racisme, l'Asie et l'Amérique latine après le colonialisme, les dictatures et les troubles politiques. Pourquoi l'Afrique ne se remettrait-elle pas de la traite négrière et du colonialisme ?

À l'heure actuelle, il est évident que l'Afrique est le continent le moins avancé du monde. La région souffre de toutes sortes de problèmes dont 90% sont d'origine humaine. Naturellement, la région semble être la plus chanceuse, parce que c'est l'un des continents les plus stables géographiquement enregistrant le moins de catastrophes naturelles. La plupart des pays de la région n'ont pas le climat insupportable que l'on trouve dans les régions polaires extrêmement froides ou dans les régions arabes extrêmement chaudes. Par ailleurs, l'Afrique est le principal fournisseur mondial de matières premières. Plutôt que de transformer et valoriser ses matières premières, l'Afrique les exporte vers des pays qui vont les transformer et les lui revendre ensuite sous forme de produits finis à des prix exorbitants. Près de 10% des réserves connues de pétrole dans le monde sont en Afrique mais tout ça pour rien.

Le principal problème de l'Afrique est l'échec du leadership. La plupart des dirigeants africains passés et présents ont fait échouer lamentablement la région. Leur obsession de rester au pouvoir a rendu très difficile voire impossible leur remplacement. Plus de 85% des élections en Afrique ne sont pas libres, justes et crédibles. Seuls le Ghana, le Sénégal, l'Afrique du Sud et quelques rares pays peuvent se vanter d'élections relativement libres et équitables. Jusqu'à très récemment, les élections n'ont même pas été tenues dans la quasi-totalité de l'Afrique du Nord. Les dirigeants africains volent des millions et des milliards de dollars de fonds publics pour les investir dans les

économies européennes. Combien de dirigeants d'autres continents volent les fonds publics pour les investir en Afrique ?

L'autre problème de l'Afrique est l'incapacité de ses citoyens à se reconnaître mutuellement comme des frères naturels ne serait ce que parce qu'ils sont tous des êtres humains. Il est même difficile de trouver un seul pays africain exempt de crises religieuse et ethnique. Chaque année, des milliers de vies et de propriétés sont perdues en Afrique au nom des différences religieuse et ethnique. Il y a 20 ans, au Rwanda, on estime à plus de 800.000 les personnes qui ont été tuées juste du fait de leur appartenance ethnique. Actuellement en République centrafricaine, les gens sont massacrés par centaines en raison de leurs croyances. Selon Wikipedia, entre 1,2 à 2,4 millions d'Africains sont morts au cours de la traite atlantique sur une période d'environ 360 ans. Selon nos estimations, le nombre de morts à la suite de crises ethniques et religieuses en Afrique entre 1980 et 2010 a dépassé ce chiffre. Les personnes qui sont décédées durant les 34 mois de la guerre civile nigériane sont équivalentes à elles seules à la totalité du nombre d'Africains qui sont morts dans les 360 ans de traite atlantique.

Quand nous observons les très rares pays africains qui prétendent améliorer leur taux de croissance économique, nous constatons que leurs citoyens demeurent dans la souffrance profonde, comme si l'augmentation de la croissance économique nationale était proportionnelle à celle de la pauvreté et de la souffrance. Le développement de ces pays africains est ironique dans le sens où il s'agit d'une évolution qui accroît la souffrance du peuple, qui rend les pauvres plus pauvres et les riches plus riches.

En dépit de ces problèmes et de ces ennuis, l'Afrique a encore une chance de se développer. Les ressources, la main-d'œuvre et tous les atouts sont là. Ce qui fait défaut sont la volonté et la détermination. Que tous les Africains mettent la main à la pâte pour s'assurer que la région sorte de ce pétrin et trouve sa véritable place sur la carte de développement mondiale en 2030. Ceci ne sera possible que si le continent accepte de quitter son statut de victime pour passer enfin à l'action !

CHAPITRE 1

SOUS-DEVELOPPEMENT

État d'un pays caractérisé par la médiocrité du niveau de vie moyen (traduit notamment par une faible consommation alimentaire, à laquelle s'ajoutent des problèmes de malnutrition et de famine, une faible espérance de vie, un taux encore élevé d'analphabétisme), auquel on peut fréquemment associer une forte croissance de la population, une répartition particulière des divers secteurs de l'économie (secteur rural très important) et une composition spécifique de la balance commerciale.

Le concept de sous-développement a été largement utilisé après la Seconde Guerre mondiale pour désigner les pays pauvres par opposition aux pays riches, industrialisés et développés. Il a ensuite semblé péjoratif, et a alors été remplacé par d'autres expressions ; pays en voie de développement, pays dépendants, pays du [tiers-monde](#), pays de la périphérie, pays du Sud.

1.1 Origines du concept

La notion de sous-développement s'est imposée dans les pays occidentaux au début des années 1950 quand ceux-ci réalisent qu'une grande partie de l'humanité (les trois quarts à l'époque) souffre de la pauvreté, de la maladie, de l'analphabétisme et de la faim. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il s'inscrit dans le contexte politique de la guerre froide. Pour les États-Unis, il semble indispensable de faire accepter par leurs alliés l'idée d'une aide des pays riches aux pays pauvres pour ne pas favoriser les mouvements communistes en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Une puissante campagne est lancée dans les médias en 1948-1949, vite relayée par les organisations internationales, pour souligner le caractère scandaleux de la misère dans les pays sous-développés et le caractère périmé des dominations coloniales. Une représentation schématique du monde opposant deux grands groupes de pays se répand

alors, les pays développés étant considérés comme entrés les premiers dans la voie du développement et, de ce fait, devant assistance aux pays sous-développés.

1.2 Caractéristiques

En dépit de son origine éminemment politique et de son caractère flou, le concept de sous-développement s'est rapidement imposé car il correspondait d'une certaine façon à la réalité : les écarts de développement étaient extrêmement forts et, en outre, paraissaient s'accroître. Dans les années 1950 et 1960, de nombreux chercheurs se sont donc attachés à le préciser.

De nombreux critères descriptifs ont pour cela été proposés :

- des critères démographiques ont été avancés : fécondité élevée, mortalité encore assez forte, population jeune, accroissement rapide.
- des critères économiques : agriculture prédominante mais peu productive, industrialisation inexistante ou faible, importance du chômage et du sous-emploi, extraversion de l'économie, faiblesse du niveau de vie pour la plus grande partie de la population.
- des critères sociologiques : structures sociales restées archaïques, classes moyennes peu représentées, assujettissement des femmes, travail des enfants.

Plusieurs auteurs ont souligné la distorsion existant entre la croissance démographique et la croissance économique, la première étant plus rapide que la seconde. Selon le géographe Yves Lacoste, le sous-développement se caractérise par « une croissance très forte de la masse des besoins (du fait principalement de la croissance démographique et des divers changements culturels) et d'autre part un moindre accroissement des ressources et des revenus dont dispose effectivement la masse de la population, qui se trouve pour une grande part en chômage ».

Sur les causes de cette situation, les avis divergent. Pour les libéraux, les pays sous-développés présentent du retard, mais peuvent s'engager sur la même voie que les pays développés. Pour les marxistes et les tiers-mondistes, c'est la domination du « centre » (pays riches) qui explique la pauvreté de la « périphérie » (pays pauvres).

Le fait que certains pays du Sud aient réussi leur décollage économique dans les années 1970 semble donner raison aux premiers mais il n'est pas nié non plus qu'il y ait eu et qu'il y ait encore des phénomènes de domination. L'importance capitale du facteur démographique a été sous-estimée par les uns et les autres. C'est l'accroissement rapide de la population, à partir des années 1940, qui a provoqué le déséquilibre entre population et ressources, et c'est la décélération de la croissance démographique, dans les années 1980, qui a amélioré la situation dans nombre de ces pays.

1.3 Diversité des pays sous-développés¹

Les études sur le sous-développement ont souvent donné des pays concernés une image uniforme qui ne correspond pas à une réalité multiple. La ligne de séparation entre pays développés et pays sous-développés proposée initialement n'est plus valable.

Certains pays ex-communistes sont classés indûment parmi les premiers car ils ne sont pas vraiment développés (Albanie, républiques du Caucase et de l'Asie centrale). Divers pays, en revanche, sont devenus authentiquement industriels : Singapour, Taiwan et Corée du Sud. Divers pays pétroliers n'ont plus les traits économiques des pays sous-développés, leur niveau de vie étant assez élevé et leur croissance économique forte. La diversité des pays africains, asiatiques et latino-américains est très importante.

Le concept de sous-développement a eu une certaine utilité comme représentation simplifiée du monde. Il convient d'en faire aujourd'hui une utilisation restreinte aux pays les moins avancés (P.M.A.).

¹ <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/sous-d%C3%A9veloppement/92994>

CHAPITRE 2

LE NON DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

C'est une lapalissade de dire que l'Afrique est un continent riche, tant [elle regorge de ressources naturelles](#). Même si celles-ci ne sont pas inépuisables, l'Afrique est encore riche de ses terres en grande partie cultivables et de ses ressources humaines. Et pourtant, elle peine à se développer — c'est le moins que l'on puisse dire.

Au lieu de tirer leçon des succès et des échecs des modèles de développement qui ont été expérimentés de par le monde, elle continue à s'engluer dans ses politiques stériles. Plusieurs facteurs essentiels sont la cause de cette situation.

2.1 La faillite des politiques

Depuis la fin de la colonisation, presque tous les pays africains ont été dirigés par une élite sans vision politique à moyen ou long terme. Cette élite, qui s'est substituée aux anciens colonisateurs, a été incapable d'ambition et s'est davantage préoccupée d'elle-même que des peuples dont elle prétend défendre les intérêts. Résultat: [le système colonial](#) a été purement et simplement perpétué sous une autre forme dans les domaines politique, économique et culturel au fil des années. A cela, il faut ajouter l'insécurité de l'environnement économique qui ne favorise pas les investissements, et le règne de l'informel.

L'indépendance est donc devenue une véritable dépendance vis-à-vis des puissances étrangères, en particulier des anciennes puissances coloniales. Faute de réflexions endogènes ou prospectives et de volonté politique en vue d'amorcer un changement par une synergie d'actions, les politiques actuelles sont une navigation à vue. Les Etats sont gérés à la petite semaine par les dirigeants, juste le temps d'accomplir les hautes charges qui sont les leurs.

2.2 Le marché de consommateurs

Il n'y a pas meilleur [marché de consommation](#) que l'Afrique. C'est ce que nous appelons, avec un certain humour, dans nombre de pays africains les «receveurs universels». Comment peut-on se développer quand on consomme tout ce qui vient de l'extérieur sans distinction et qu'on ne produit rien, ou pas grand-chose?

Le comble, c'est que beaucoup d'Africains ont le complexe suranné de la préférence étrangère. Même quand ce qui est produit localement est de bien meilleure qualité que ce qui est importé. L'extraversion est non seulement un phénomène économique, mais aussi culturel. Et cette tendance doit être inversée par la création et la recherche de qualité, afin que les produits africains puissent être concurrentiels à l'échelle internationale.

L'Afrique ne doit pas être uniquement [un marché de consommateurs](#) —bien au contraire, elle a tout intérêt à se lancer dans la production tous azimuts. En effet, les Africains doivent encore prouver, comme qui dirait, qu'ils ne savent pas jouer que du banjo.

2.3 La négligence de l'agriculture

L'agriculture a toujours été reléguée au dernier rang des activités humaines en Afrique. Le paysan est considéré comme un citoyen de seconde zone. C'est le moins que rien. La plupart des Africains veulent être des commis de l'Etat. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, tous les pays africains font de l'agriculture la base de leur développement. Mais ils ne font rien pourtant pour développer cette agriculture. Et ce n'est qu'un euphémisme.

Il faut bien le dire, depuis l'époque de la pierre, l'Afrique n'a remplacé l'outil agricole que par le fer. Rien de plus. Ce n'est pas avec la houe et la daba que l'Afrique peut se rendre autosuffisante alimentaires avant de parler de [développer son agriculture](#) à des fins de commercialisation ou de transformation. Comme les résultats d'investissements dans ce secteur ne s'obtiennent qu'à moyen ou long terme, cela intéresse peu les investisseurs étrangers et les Etats eux-mêmes.

Pourtant, cela concerne la presque totalité de la population du continent. Avec une démographie galopante et un [dérèglement climatique](#) qui s'accroît d'année en année, les moyens agricoles traditionnels ne peuvent plus [nourrir les nombreuses bouches du continent](#) tant qu'ils n'évolueront pas. Et un homme qui a faim est un homme qui ne pense pas, et par conséquent ne se donne pas les moyens de son développement.

2.4 L'inadéquation du système éducatif

Plus de cinquante ans après les indépendances de la plupart des pays d'Afrique, le système éducatif ne s'est toujours pas adapté aux réalités du monde actuel et à l'évolution des sociétés africaines. L'enseignement élémentaire reste encore un luxe pour la majorité. Et l'enseignement supérieur ne forme en grande partie que des diplômés sans emploi, incapables d'entreprendre ou de s'insérer dans la vie active dès qu'ils quittent leur formation.

Malheureusement, dans un tel contexte, l'enseignement technique et professionnel qui devrait être privilégié demeure le parent pauvre du système éducatif africain. C'est une des questions essentielles du développement de l'Afrique à laquelle il convient absolument d'apporter une solution adéquate.

2.5 L'instabilité sociopolitique

On peut compter sur les doigts d'une seule main les pays africains qui peuvent se targuer d'avoir connu une longue stabilité sociopolitique. Or celle-ci est une condition sine qua non du développement. L'Afrique souffre de la faiblesse de son organisation sociale et politique. Tant et si bien que la conjugaison des conflits internes et des appétits voraces externes que suscitent ses richesses ne sont pas pour la prémunir de crises plus ou moins graves.

L'une des raisons à cette instabilité chronique et récurrente est la difficulté à s'approprier les principes de la démocratie. Qu'ils accèdent au pouvoir, au pire par un [coup d'Etat](#), [succession dynastique](#) ou au mieux par des [élections passablement démocratiques](#), les chefs d'Etat africains finissent la plupart du temps par succomber à la tentation de la dictature. Grâce à l'absence d'armées républicaines, à la corruption, à

l'analphabétisme d'une grande partie des peuples, au clientélisme, au culte de la personnalité et tutti quanti. Toutes choses qui engendrent des conflits sociopolitiques. De manière inconsciente ou non, les peuples africains sont eux-mêmes des usines à dictateurs.

2.6 La corruption

La corruption est [un véritable fléau](#) en Afrique, qui touche particulièrement les élites. En l'absence d'initiatives individuelles ou collectives de production de richesses, l'Etat reste la seule vache à lait. La politique est ainsi le plus grand pourvoyeur d'emplois et le seul moyen de s'enrichir de façon licite ou illicite sans travailler. Cet état de fait inhibe toute initiative et transforme certains agents de l'Etat, mais surtout ceux qui sont au pouvoir ou proches, en de véritables sangsues. Les économies en sont du coup gangrénées.

Si l'argent qui part en fumée au moyen de [la corruption](#) était effectivement investi en faveur des populations, l'Afrique aurait fait un grand bond en avant sur la voie du développement. Mais qui refuse de gagner de l'argent sans travailler? Ils ne sont pas légion, ces agents de l'Etat ou hommes politiques en Afrique. De nos jours, ils sont malheureusement comme des espèces humaines en voie de disparition.

La bonne gouvernance n'est pas le fort des dirigeants africains. Bien au contraire, c'est ce qui leur permet de rester au pouvoir en organisant des élections truquées d'avance par l'achat de conscience non seulement des électeurs en majorité analphabètes, mais aussi de ceux qui organisent les élections. Quand ils ne sont pas purement et simplement des dignes représentants de groupements économiques et politiques étrangers qui font feu de tout bois à cet effet.

CHAPITRE 3

MONDIALISATION ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

L'Asie de l'Est a largement démontré, pendant la plus grande partie des trois dernières décennies, les avantages de la mondialisation et les bienfaits de l'ouverture et de la libéralisation économique. Grâce à des politiques budgétaires prudentes, à des investissements substantiels en capital et en ressources humaines, et aussi à l'ouverture de leurs économies, ces pays ont enregistré une croissance économique impressionnante et connu des avancées enviables dans la lutte contre la pauvreté.

Mais la crise en Asie, en Russie, et ses effets sur d'autres marchés émergents ont mis en lumière des défaillances à l'échelle non seulement des pays mais aussi du système international. Certains responsables se posent aujourd'hui la question s'il faut ou non poursuivre la stratégie de développement axée sur l'ouverture des économies sur le reste du monde. Je suis fermement convaincu que l'Afrique doit s'intégrer plus que jamais au reste du monde sous peine d'être marginalisée. Les décideurs africains ne doivent ni perdre leurs objectifs de vue, ni se laisser égarer par les erreurs commises par certains pays d'Asie. Au contraire, ils doivent en tirer les leçons, et se faisant, améliorer les chances de succès de la stratégie de développement qui vise à pleinement intégrer l'Afrique dans le grand village qu'est devenu le monde d'aujourd'hui.

Dans l'exposé qui va suivre, j'essaierai de voir si la mondialisation est une bonne chose pour l'Afrique, puis je décrirai brièvement les progrès spectaculaires réalisés au cours de ces dix dernières années sur ce même continent. Je soulignerai cependant que l'Afrique doit atteindre un taux de croissance encore plus élevé pour pouvoir réduire la pauvreté. Pour ce faire, l'Afrique doit accélérer ce qu'il y est maintenant convenu d'appeler "la seconde génération de réformes".

3.1 La mondialisation est-elle une bonne chose pour l'Afrique ? Les enseignements de la crise d'Asie ²

À quelques exceptions près — l'Afrique du Sud, le Kenya et le Zimbabwe — les pays de l'Afrique subsaharienne n'ont subi qu'indirectement le contrecoup de la crise financière qui balaye la planète. La dette extérieure privée ne représente en effet qu'une faible part de sa dette extérieure totale. Cela tient au caractère encore peu développé de la plupart des marchés financiers africains.

D'autre part, l'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale est beaucoup moins avancée que celles d'autres régions. À titre d'exemple, les exportations de l'Afrique subsaharienne ne représentaient en 1997 que 1,6 % des exportations mondiales, contre 2 % en 1990. Pendant la même période, la part de l'ensemble des pays en développement était passée pendant ce temps de 16,3 % à 19,3 %. Alors que les exportations et les importations africaines progressaient séparément de 28 % du PIB en 1990 à 32 % en 1997, les progressions dans les quatre pays de l'ASEAN — Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande — ont été beaucoup plus impressionnantes--les exportations passant de 37 % à 48,5 % du PIB et les importations de 40 % à 53 %. Cette ouverture plus large des pays d'Asie les a rendus peut-être plus vulnérables aux revirements des marchés, mais il ne fait aucun doute qu'elle est aussi à l'origine des remarquables progrès qu'ils ont enregistrés ces dernières années.

Si l'on procède à une analyse superficielle de l'ouverture des pays d'Asie, l'on peut se demander si l'Afrique a intérêt à s'intégrer plus avant au reste du monde et si la mondialisation peut vraiment être bénéfique à des économies pauvres et de petite taille. La réponse à ces deux questions est clairement "oui". L'expérience asiatique l'a

² Allocution de M. Alassane D. Ouattara, Directeur général adjoint du Fonds monétaire international prononcée au séminaire sur "L'Afrique, la mondialisation et le développement : risques et enjeux" organisé par l'Association des amis de Passages (ADAPes) et le Centre français du commerce extérieur (CFCE) Palais du Luxembourg, Paris, 16 octobre 1998

amplement démontré. Mais la crise actuelle montre aussi que la stabilité financière et le développement soutenable requièrent un certain nombre de conditions : des politiques économiques rationnelles et prévisibles; un grand degré de transparence et une gestion responsable des affaires publiques et privées; des informations fiables et disponibles en temps opportun; un système bancaire robuste, soumis à une réglementation et une surveillance appropriées; un secteur privé opérant dans des conditions de transparence et de sécurité économique; enfin l'élimination de la corruption et du népotisme.

J'ajouterai brièvement qu'une plus grande participation de l'Afrique au commerce mondial offrirait aux consommateurs et aux producteurs l'accès à une gamme plus large de biens et de services à des prix compétitifs. De plus, les apports de capitaux privés étrangers sont un complément essentiel à l'épargne intérieure encore trop faible en Afrique et au déclin de l'aide publique au développement.

3.2 La reprise économique en Afrique

L'Afrique subsaharienne a accompli des progrès considérables dans la stabilisation macroéconomique ces dix dernières années. Le plus encourageant, dans ce retournement de situation, c'est qu'il est le fruit d'efforts résolument déployés par un nombre croissant de pays pour conduire une politique financière saine et mener à bien les réformes structurelles qu'appelle l'économie de marché. Leurs efforts ont été appuyés par la communauté internationale et notamment le Fonds monétaire international (FMI), qui ont apporté à ces pays assistance technique et appui financier dans le cadre de la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Quelques chiffres clés permettront d'illustrer cette «renaissance» économique de l'Afrique³ :

3

Allocution de M. Alassane D. Ouattara, Directeur général adjoint du Fonds monétaire international prononcée au séminaire sur "L'Afrique, la mondialisation et le développement : risques et enjeux" organisé par l'Association des amis de Passages (ADAPes) et le Centre français du commerce extérieur (CFCE) Palais du Luxembourg, Paris, 16 octobre 1998

- Après des années de stagnation, la croissance économique réelle de l'Afrique subsaharienne est passée, en moyenne, d'environ 1 % en 1992 aux alentours de 5 % en 1997, et devrait rester sur cette voie de croissance positive. L'accélération de la croissance a touché par ailleurs de plus en plus de pays : si 18 seulement des 47 pays de la région affichaient une croissance supérieure ou égale à 3 % en 1992, ils étaient en effet 32 dans ce cas en 1997. Après s'être contracté pendant cinq ans d'affilée, le PIB réel par habitant a commencé à se redresser et, désormais, 40 des 47 pays de la région voient leur revenu par habitant progresser.
- Des succès ont aussi été enregistrés dans la lutte contre l'inflation. Bon nombre de pays africains ont d'ores et déjà ramené celle-ci en deçà de 10 %, et l'inflation moyenne pour l'ensemble de la région — mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) — est passée, selon les estimations, du sommet de 60 % atteint en 1994 à 22 % en 1997.
- Les pays africains ont également réduit, au total, leurs déséquilibres intérieurs et extérieurs. D'autre part, le FMI et la Banque mondiale ont commencé récemment à mettre en oeuvre une initiative conçue pour venir en aide aux pays pauvres et très endettés (PPTE) en s'efforçant, notamment, d'alléger le lourd fardeau de leur dette multilatérale. Jusqu'à présent, sept pays, dont cinq africains — le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Mozambique et l'Ouganda —, ont été admis à bénéficier de cette Initiative en faveur des PPTE.

Les gouvernements africains ont aussi progressé très sensiblement dans l'ouverture de leurs économies au commerce mondial. Je noterai, à cet égard, que trente et un pays d'Afrique subsaharienne ont accepté — pour la plupart depuis 1992 — les obligations qui découlent de l'article VIII des Statuts du FMI, et qui consistent à renoncer à l'imposition de restrictions aux paiements et transferts afférents aux transactions courantes.

Enfin, la restructuration de bon nombre d'économies africaines s'accélère. À travers le continent, l'interventionnisme économique de l'État recule : les contrôles des prix sont levés et la commercialisation des produits agricoles est de plus en plus libéralisée. La restructuration et la privatisation des entreprises d'État sont maintenant engagées dans la plupart des pays africains, quoiqu'à un rythme inégal et avec des fortunes diverses. De même, les marchés du travail sont peu à peu libéralisés.

Les récents progrès de l'Afrique sont sans nul doute encourageants, mais sont-ils suffisants pour faire reculer sensiblement la pauvreté? Ces résultats bien que louables, demeurent insuffisants et restent très inférieurs aux performances spectaculaires de l'Asie de l'Est avant la crise. Ainsi, pour rattraper les autres pays en voie de développement, et réduire de manière significative la pauvreté, plusieurs études concluent que l'Afrique devrait atteindre durablement un rythme de croissance de l'ordre de 7 à 10 %. Cela peut paraître très ambitieux, mais plusieurs pays du continent, comme l'Ouganda, ont déjà démontré que l'objectif n'est pas hors d'atteinte. Le maintien d'un tel taux de croissance sur le long terme exigerait cependant des ratios investissement/PIB supérieurs à 25 %, et bien sûr une plus grande efficacité de ces investissements. L'Afrique doit donc parvenir à des taux d'épargne intérieure beaucoup plus élevés, et attirer une part plus importante de l'investissement direct étranger afin d'accélérer sa croissance économique. Elle ne peut le faire, nous l'avons vu, qu'en s'intégrant pleinement à l'économie mondiale et en mettant en place des réformes structurelles de grande ampleur. Réformes que je me propose d'aborder maintenant.

3.3 Vers la sécurité économique

Lorsque j'ai pris mes fonctions de Premier Ministre de la Côte d'Ivoire, l'un de mes premiers soucis a été de faire remettre à neuf et rééquiper les locaux de la Cour suprême. Mon intention était par là de souligner mon attachement au maintien de l'état de droit. Si je vous en parle aujourd'hui, c'est parce que j'ai l'intime conviction, renforcée par les événements en Asie et en Russie, qu'au stade actuel de l'histoire de l'Afrique, il est indispensable que cet attachement à un état de droit soit largement

partagé. Dans ce sens, "les réformes de la seconde génération» ont deux objectifs fondamentaux : celle de créer les conditions plus propices à l'investissement privé en favorisant une plus grande ouverture des échanges intérieurs et extérieurs, et celle de créer un environnement plus sûr. Ces réformes comprennent notamment:

3.3.1 La redéfinition du rôle de l'État

Le rôle confié à l'État doit être non plus d'intervenir directement dans la production, mais de fournir les services publics essentiels. Ceci est indispensable. Tout en maintenant l'ensemble des dépenses publiques dans les limites des ressources disponibles, les pays doivent attacher une plus grande importance à la composition des dépenses en vue de favoriser les secteurs générateurs de croissance comme l'éducation, notamment celle des femmes, la santé et l'infrastructure de base. Le succès des pays asiatiques avant la crise confirme, si besoin en était, cette démarche.

La réforme de la fonction publique. La prévisibilité, la cohérence de l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques économiques restent encore trop souvent entravées dans de nombreux pays d'Afrique par l'insuffisance des capacités en matière de gestion économique et par la lourdeur de la bureaucratie et des administrations. Dans le même temps, les autorités doivent prendre des mesures pour réduire toute hostilité envers le secteur privé, encore trop fréquente dans les services publics, et faire en sorte que les administrations publiques soient perçues comme l'exécuteur et l'auxiliaire de la politique des pouvoirs publics à l'appui du développement du secteur privé.

La réforme du secteur financier. Suite aux carences du secteur financier dont les pays africains souffraient à la fin des années 1980 et au début des années 1990, de nombreux pays ont entrepris de réformer le secteur bancaire afin d'assainir et de restructurer les banques en difficulté afin d'établir et de renforcer la réglementation et le contrôle bancaires. Par ailleurs, cette restructuration s'effectue dans des conditions qui pourraient la rendre plus aisée qu'en Asie — la proportion des créances en souffrance dans le portefeuille des banques est relativement plus supportable, la dette commerciale ou extérieure à court terme est relativement modeste; et les restrictions de change en vigueur limitent le potentiel déstabilisateur des flux de capitaux à court

terme. Naturellement, cela ne signifie pas que l'Afrique doive devenir une forteresse et ne pas ouvrir ses marchés aux flux financiers extérieurs. Non, il faudrait que la libéralisation des mouvements de capitaux soit bien orchestrée et correctement échelonnée en procédant par étapes, et en prenant dûment en compte l'évolution des marchés financiers africains.

La crise financière de l'Asie de l'Est a également contribué à mettre en lumière les priorités que doit observer la réforme du secteur financier en Afrique. Elle souligne l'importance, en particulier, d'assurer l'indépendance et la responsabilité des banques centrales; d'ouvrir les secteurs bancaires à une saine concurrence, intérieure comme étrangère; d'adopter les pratiques optimales de gestion bancaire; et de respecter les meilleures normes internationales de réglementation prudentielle et de contrôle bancaire. Ce n'est qu'à ces conditions que les pays africains pourront réaliser l'approfondissement nécessaire de l'intermédiation financière et être en mesure d'attirer et de répartir efficacement les flux de capitaux étrangers. Le FMI, en étroite collaboration avec la Banque mondiale et d'autres pays intéressés, continuera d'apporter une assistance technique dans ces domaines.

3.3.2 Intégration régionale

Dans le cadre d'une intégration économique plus étroite, il est dans l'intérêt de chaque pays africain de veiller à ce que ses partenaires appliquent une politique économique appropriée. La coordination régionale des politiques nationales pourrait être renforcée à cet effet, aliée à une surveillance régionale adéquate, approche qui a manqué en Asie de l'Est. Mais je suis heureux de constater le contraire sur tout le continent africain, où les gouvernements se regroupent pour coordonner leur action, et où presque tous les pays font maintenant partie d'organisations régionales. Car c'est grâce à une coopération régionale efficace que les économies africaines peuvent surmonter le handicap de leur taille relativement petite et réaliser des économies d'échelle puisqu'elles ont accès à de plus grands marchés ¹. L'intégration régionale permet également d'harmoniser le droit des affaires comme c'est le cas dans la zone CFA, de rationaliser les systèmes de paiements et d'assouplir les restrictions aux

investissements comme dans l'Initiative d'intégration régionale (Cross-Border Initiative), et de développer une infrastructure commune comme dans la Communauté du développement de l'Afrique australe. L'intensification des relations commerciales entre les pays africains renforce naturellement aussi leur capacité à participer au commerce mondial et pourrait aboutir à de nouveaux progrès vers une libéralisation non discriminatoire du commerce multilatéral.

À l'avenir, il s'agira de veiller à ce que ces organisations régionales soient perçues comme des instruments efficaces d'intégration des pays d'Afrique dans l'économie mondiale en facilitant au maximum l'accès de leurs marchés aux producteurs africains. Ces organisations ne doivent pas être considérées comme des forteresses protectionnistes visant à protéger leurs pays membres contre les aspects «négatifs» de la mondialisation. Leurs objectifs doivent être de faire avancer les réformes de l'appareil des lois et des règlements, la restructuration du secteur financier, la réforme des codes du travail et de l'investissement, ainsi que la libéralisation des régimes de change et du commerce, afin de respecter les normes internationales au plus tôt. Le rythme dans l'application des réformes devrait être ambitieux, mais aussi réaliste, sans pour cela coller au rythme des pays les plus lents.

3.3.3 L'Afrique comme partenaire dans une économie mondialisée

Comme vous le voyez, le programme des réformes à accomplir en Afrique est ambitieux. Les pays industrialisés, comme je l'ai déjà mentionné, devraient contribuer à l'intégration des pays africains dans l'économie mondiale en réduisant au maximum les obstacles à l'accès des producteurs africains à leurs marchés.

L'assistance financière et technique multilatérale et bilatérale, ainsi que les allègements de dette, sont plus que jamais nécessaires pour épauler l'Afrique dans ce vaste programme de réformes visant à faire du secteur privé le moteur de la croissance. Mais il appartient aussi aux gouvernements africains de redéfinir leur rôle et de consacrer leurs efforts à créer les conditions qui permettront au secteur privé d'étendre et d'approfondir leurs liens commerciaux, de contracter des accords mutuellement

profitables avec des partenaires privés étrangers, ainsi que d'obtenir les concours privés nécessaires à leurs investissements.

J'insiste sur ce point, à la veille de la renégociation de la convention de Lomé entre les États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les États membres de l'Union européenne. Les pays d'Afrique, en particulier, devraient saisir cette occasion pour négocier des conditions de libre échange et d'accès ouvert aux marchés européens, sur la base des principes de l'Organisation Mondiale du Commerce et des accords issus de l'Uruguay Round. Ce n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Afrique, c'est aussi dans celui de ses partenaires européens. Si les pays africains parviennent en même temps à renforcer leur sécurité et leur gestion économiques, ainsi qu'à rendre leurs politiques plus prévisibles et plus rationnelles, ils auront alors créé les conditions d'un partenariat véritable et mutuellement profitable avec l'Europe, partenariat qui pourra servir de base à l'approfondissement des relations économiques avec d'autres régions du monde.

Bien sûr, cette étape ne sera pas facile à franchir. Il faudra accepter d'abandonner de vieilles habitudes trop souvent tournées vers l'assistanat. Il faudra aussi que les dirigeants africains élaborent une stratégie afin de promouvoir leurs intérêts dans les négociations qui vont redéfinir non seulement leurs liens avec l'Europe, mais aussi le processus de libéralisation et de mondialisation des échanges.

Je conclurai en disant que la contagion de la crise financière de l'Asie de l'Est à de nombreux marchés émergents a fait ressortir l'importance de la crédibilité des politiques mises en place par chaque pays car la confiance des marchés se fonde non seulement sur les choix de stratégies économiques, mais aussi sur l'environnement politique.

J'ai aussi souligné que la sécurité économique et la bonne gestion des affaires publiques, associées à des politiques macroéconomiques bien conçues, sont les clés d'une croissance forte et durable.

J'appelle donc la communauté internationale et les organisations régionales à apporter leur soutien aux forces nouvelles en Afrique, forces qui œuvrent pour la démocratie, l'alternance, et la transparence dans la gestion des affaires publiques.

CHAPITRE 4

LE ROLE POSITIF DE LA COLONISATION

La colonisation française, en Afrique de l'Ouest, a été l'œuvre de militaires. Ils ont conquis un vaste espace (4-439.000 Km²) qui a été placé sous l'autorité d'un Gouverneur Général, résidant à Dakar. L'ensemble des colonies était désigné sous la dénomination d'A.O.F comprenant : le Sénégal, le Soudan, la Mauritanie, le Niger, la Haute-Volta, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Dahomey. Ces territoires étaient peuplés seulement de 16 249 000 habitants.

Mise en place en 1904, cette organisation est devenue caduque à la suite du referendum du 28 septembre 1958, la Guinée ayant opté pour l'indépendance immédiate. Les autres colonies avaient décidé de rester membres de la Communauté Française.

Elles devraient prendre leur indépendance en 1960. La mise en valeur coloniale de ces territoires était fondée sur une économie de traite, elle-même basée sur une production agricole d'exploitation, sans modernisation des techniques, et permettant aux maisons de commerce coloniales de tirer d'importants profits de monopole, avec le minimum de risque. L'organisation économique héritée de cette période, n'était pas

toujours en adéquation avec les vocations naturelles du pays. Elle correspondait plutôt aux intérêts de la métropole.

4.1 Sénégal

Economie arachidière. L'essentiel des investissements est allé à l'aménagement du bassin arachidier. Toute la recherche agronomique a concerné l'arachide, alors que les vocations agricoles véritables étaient ailleurs : la Vallée du Fleuve, les Niayes, la basse et la moyenne Casamance.

4.2 Côte d'Ivoire

Economie de plantation (banane, café cacao). Le déficit vivrier était couvert par des importations de blé et de riz. Comme dans les autres territoires, la croissance était engendrée et entretenue de l'extérieur au point qu'elle a pu être caractérisée par la formule célèbre : "croissance sans développement"

4.3 Mauritanie

Colonie démunie de ressources jusqu'à la mise en valeur du minerai de fer de Zonérate.

L'économie minière n'a pas exercé un effet d'entraînement permettant de résoudre les problèmes de sous-développement qui caractérisaient toutes les autres colonies.

4.4 Dahomey (Bénin)

L'essentiel des exportations provenait de l'exploitation des palmeraies mises en valeur déjà avant la colonisation. Selon Catherine Coquery, faisant le point des réalisations de la colonisation : " la conquête (coloniale) freina plus qu'elle ne favorisera le progrès de l'huile de palme". Communication colloque de l'I.A.I., Feretown 1969 - "De la traite des esclaves à l'exportation d'huile de palme et des palmistes au Dahomey au XIXe siècle".

4.5 Soudan Français

L'Administration coloniale voulait organiser dans ce vaste territoire de plus d'un million deux cent mille km², une économie agricole fondée sur l'irrigation et destinée à créer un marché pour les maisons de commerce coloniales. Mais la progression insuffisante de la production a créé la dépendance extérieure de l'économie du Mali tout le long de son histoire coloniale.

4.6 Niger

Plus vaste que le Mali (1 267 000 km²), héritier de frontières, pour le moins étranges, le Niger a été contraint, par la spécialisation internationale, de fournir des matières premières, à des taux extrêmement faibles, excluant ainsi toute ponction sur l'économie locale pour financer un développement endogène.

4.7 Haute-Volta (Burkina Faso)

L'économie de plantation, et, plus tard, l'industrie légère en Côte d'Ivoire, ont aspiré une partie importante de la population active de la Haute-Volta. Constituée en 1919, démantelée en 1932 au profit de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Niger, reconstituée en 1947, devenue indépendante en 1960, la Haute-Volta a végété, dans une économie traditionnelle de subsistance. C'était un réservoir de main d'œuvre par la Côte d'Ivoire.

4.8 Guinée

Les produits miniers constituaient les principales exportations de la Guinée considérée comme un "scandale géologique". En effet la Guinée possède le 3^e gisement de bauxite du monde. L'agriculture d'exportation, à l'inverse était fort limitée.

Au moment des indépendances des territoires français de l'Afrique de l'Ouest il était une évidence, pour tout observation, qu'aucun d'eux ne pouvait survivre sans assistance, technique et financière, extérieure.

N'ayant pas eu accès à l'exposé des motifs du projet de texte qui a permis de voter cette loi, l'appréciation du caractère positif ou négatif de la colonisation pourrait paraître subjective ou hasardeuse.

Quoiqu'il en soit, ce qui caractérise un groupe d'hommes c'est son droit ; et une loi traduit un rapport de force qui s'exprime dans une société donnée à un moment donné.

C'est pourquoi, sans esprit de polémique, ou de malice, je voudrais m'interroger à haute voix :

Pourquoi une privation de libertés (individuelles et collectives), pourquoi l'expression d'un excès de force militaire, qui se traduit par des annexions de territoires, la soumission de peuples entiers, par la violence, aux travaux forcés, pour en tirer profit et prestige ; pourquoi et comment tout cela peut-il être considéré, sans nuance, comme un bienfait ?

Nous avons suivi, avec beaucoup d'intérêt, les débats autour d'un livre écrit par un ancien officier de la guerre d'Algérie. Ce livre semble-t-il, a fait l'apologie de la violence au cours de cette guerre de conquête. Les réactions ont été à la mesure de l'indignation de l'Etat et de l'opinion français.

Je ne retiens que le principe de privation de libertés, par la force, en laissant, à chaque situation sa spécificité, son originalité.

Dans le même ordre d'idée, nous admirons, en Afrique, la solidarité agissante du tandem franco-allemand, sur le plan international, ou entre les deux Etats, après ce que l'on sait de l'occupation allemande de la France ; et qui rapproche chaque jour davantage les français et les allemands.

Je ne pense pas qu'un citoyen allemand responsable aura l'indélicatesse de chanter les bienfaits de l'occupation de la France eu égard aux atteintes inacceptables à la dignité humaine. L'Allemagne nous a donné une grande leçon d'humilité et de responsabilité. La France a donné au monde une démonstration de courage, de

patriotisme et montré le sens et la valeur de la liberté. Elle a pardonné, même si elle n'oublie pas.

Je retiens là aussi, le principe de la privation des droits des autres, soit par ambition politique, soit par ambition économique, ou simplement pour le plaisir de prouver sa force.

L'Afrique a vécu, partout sur son territoire, les mêmes frustrations, après la saignée de ses forces vives par la traite négrière. Tout cela l'a écrasée et l'empêche encore aujourd'hui de se mettre debout. La liberté et les droits humains élémentaires ont-ils d'autres significations selon que l'on est blanc ou noir ? La fontaine a-t-il eu raison ?

Mes interrogations viennent du cœur, puisque vous m'avez demandé mon sentiment. Mais les réponses ne peuvent venir que de la raison, sans rancœur. C'est pourquoi mon intervention va essayer de découvrir le "rôle positif" de la colonisation à travers ses séquelles et l'évolution des anciennes colonies face à leur destin.

4.9 Les séquelles de la colonisation⁴

Dans l'euphorie des indépendances, en 1960, les territoires de la défunte AOF ne se doutaient, peut-être pas, que leur joie serait de courte durée. Les raisons sont multiples et liés à la balkanisation de cette entité coloniale.

4.9.1 Le morcellement de l'AOF et ses conséquences

L'éclatement de l'AOF représente une régression, et la tentative de créer un grand espace économique fut un échec (Fédération du Mali avec le Sénégal, le Soudan et la

4

Haute-Volta) à cause de l'opposition conjointe de la Côte d'Ivoire et de l'Administration coloniale française (SAMiR AMIN – l'Afrique de l'Ouest Bloquée). Les micro-Etats issus de cette balkanisation offrent, chacun, un marché exigu et peu porteur, faute de demande solvable. L'agriculture, extravertie, stagne dans des structures archaïques alors qu'elle est le thème majeur de la révolution agraire qui exige une volonté politique mieux structurée, et des moyens plus substantiels.

Les exportations portent sur les produits bruts exploités depuis la colonisation, pour les besoins de la métropole (coton, banane, arachide, produits miniers...)

Les importations sont handicapées par les coûts élevés des facteurs de production.

Partout on enregistre des déficits structurels.

85% des dépenses publiques d'investissement proviennent de l'extérieur.

Les difficultés des finances publiques proviennent de la croissance insuffisante, des recettes, qui traduit la stagnation de la base matérielle des économies. Celle-ci a conduit la majorité des pays à sacrifier l'efficacité de l'Administration au profit de la rémunération des fonctionnaires. Les contradictions du système sont telles que, très rapidement, l'impasse devient inévitable.

Est-il juste de mettre la responsabilité de cette situation au compte des nouveaux Etats ? Eux-mêmes sont nés des exigences de ce système qui fonde le développement sur le capital étranger.

Les finances publiques, par exemple, de la Haute-Volta n'ont pas réalisé d'équilibre structurel jusqu'en 1966. Le déficit a été réduit par le Gouvernement militaire (1966-1970). L'Etat a dû se substituer au commerce privé pour alimenter les villages en produits de grande consommation.

Globalement le morcellement de l'espace économique de l'AOF a aggravé la crise des finances publiques, la dépendance extérieure, contraint les différents Etats à poursuivre, vaille que vaille, la mise en valeur coloniale.

Les solutions libérales (rentabilité et liberté des transferts) ont sacrifié le développement au respect des intérêts établis.

L'entrée dans l'économie de marché s'opère dans la douleur. Les priorités politiques et sociales vont s'articuler autour de trois axes essentiels : Démocratie – Développement endogène – Formation.

4.9.2 Le déficit de démocratie

La démocratie réelle demeure rare dans l'ex - AOF. A l'exception de quelques cas (Sénégal, Mali, Guinée) les autres pays sont arrivés à l'indépendance sous des régimes de parti unique à option libérale. La volonté d'embrigader tout le monde dans un consensus unilatéral d'accaparement provoque des phénomènes de rejet qui ruinent les performances démocratiques.

Tant qu'elle ne sera pas greffée sur les cultures africaines la démocratie, basée sur le clientélisme et le militantisme alimentaire, va demeurer "un Kyste exogène dans le corps social".

L'une des causes principales du dysfonctionnement de la démocratie en Afrique est le mimétisme constitutionnel. Les constitutions dans les Etats lilliputiens, nés de l'ex-AOF, sont inadaptées parce que ne prenant pas en compte les réalités de chaque peuple. En effet, les pays d'Afrique francophones ont des constitutions, pour l'essentiel calquées sur le modèle français, avec des ouvertures qui permettent aux princes de s'engouffrer pour consentir que ce qui les arrange.

Selon Monsieur Frédéric Guirma, écrivain et ancien ambassadeur de la Haute – Volta, au Royaume-Uni, puis aux Etats-Unis, « Maurice Yaméogo, premier président de la Haute-Volta, est revenu de Paris, en février 1959, avec un projet de constitution que Jacques Foccart avait fait préparer, sur mesure et à la carte, à l'intention des pays africains ».

Et plus tard, l'Hebdomadaire français l'Evènement du Jeudi, révélait, dans son n°604 du 30 Mai 1996, que Pierre MAZEAUD, alors président de la Commission des

Lois de l'Assemblée Nationale (française) avait été chargé par Jacques Chirac, président de la République (française) de rédiger les nouvelles constitutions du Tchad, du Niger et du Togo.

Si toutes ces constitutions présentaient quelque originalité, les « experts » occidentaux les auraient certainement déjà qualifiées de constitutions « bananières » ou « cotonnières ». Mais elles ne sont que des répliques de la constitution française, inadaptées et inefficaces dans la réalité africaine.

Exemple : la limitation du nombre de mandats présidentiels, qui ne doit pas faire l'objet de révision.

A l'image de la constitution française cette disposition existe dans la plupart des pays d'Afrique francophone, même si elle s'applique à des domaines différents.

Au Burkina Faso, l'article 165 de la constitution dispose que : "Aucun projet ou proposition de révision de la constitution n'est recevable lorsqu'il met en cause :

- la nature et la forme républicaine de l'Etat
- l'intégrité du territoire national....."

Peine perdue, parce que les manipulations sont nombreuses :

Guinée, Gabon, Tunisie, Tchad, (Ouganda,) Burkina Faso. Dans le cas du Burkina la limitation supprimée en 1997, a été rétablie en 1998, dans des termes équivoques, à la suite de manifestations populaires liées à l'assassinat du Journaliste Norbert Zongo.

Le déficit de démocratie, comme héritage, a des effets négatifs sur le développement.

4.9.3 Le développement endogène

Le vrai développement exige l'initiative et la participation de l'ensemble de la population, à l'esprit technologique, à l'esprit de changement positif et durable. Les

populations ont-elles été jamais consultées, concernées sous la colonisation en dehors des réquisitions intempestives qui ont fait fuir beaucoup de jeunes (dans la colonie anglaise le Ghana voisin pour le cas du Burkina).

Dans l'espace qui nous concerne (Ex-AOF) ce qui existe c'est un sous développement, lié au mal développement du monde : structurel et organique, non géré de l'intérieur, empêtré dans une politique économique de service, aux structures imposées et aux normes importées.

Dans ces conditions, les résultats médiocres de l'Afrique post coloniale sont à mettre au compte de l'excès d'intégration dans une division internationale du travail qui ressemble comme un frère au Pacte Colonial selon lequel "les colonies produisent des matières premières et servent de débouchés aux produits manufacturés des métropoles".

Alors quand les produits bruts d'exportation sont réduits à un ou deux, dont les cours mondiaux sont fixés dans les mêmes pays industrialisés, qui en sont importateurs, le pays est fragilisé, à tous les points de vue : il est livré à la merci des lois du marché et au manque de capacités humaines pour conduire un développement aut centré et intégré. Le développement économique dépend largement des capacités humaines. La situation exigeait une alphabétisation de masse et l'accélération de la formation à tous les niveaux pour réduire l'écart avec le monde développé.

4.9.4 La formation

"La formation transforme le peuple en agent actif de sa propre histoire. Elle lui livre les outils pour savoir, c'est-à-dire pour pouvoir" – Joseph Ki Zerbo – Textes fondamentaux du PDP / PS -1994). A l'indépendance (1960) les populations rurales de la plupart des anciennes colonies sont analphabètes à 95% au moins.

En dehors du Dahomey, le taux de scolarisation crève rarement le plafond de 10%.

Ces indications traduisent un déficit de savoir et d'ouverture qui entrave la démocratie et le développement. Cette situation a des implications juridiques et

institutionnelles importantes. Territorialement trop centralisé, le pouvoir est trop distant, culturellement, à travers une administration et une langue étrangère aux populations.

L'éducation scolaire démarre dans une langue étrangère. Il est difficile pour celui qui n'a pas été soumis à cette déstabilisation de comprendre la victime. La langue joue un rôle primordial dans la construction de la personnalité humaine et dans tout le processus de développement socio-économique. Perdre sa langue c'est perdre ses repères, sa dignité. La langue maternelle était bannie à l'école primaire. Le "symbole" (objet humiliant), suspendu au coup d'un écolier rappelait au bambin traumatisé son incapacité à s'approprier la langue française.

Pourtant le débat sur l'introduction des langues nationales dans l'éducation ne date d'aujourd'hui. Il a été soulevé dès 1915 par le Sénégalais Blaise Diagne. Et l'UNESCO a organisé en 1951, à Paris, la première réunion des experts sur l'utilisation des langues vernaculaires dans l'éducation. Mais il s'agissait d'une politique d'assimilation.

Dans ces conditions l'école est comme une prothèse qui remplace un membre vivant. Elle désintègre les cohérences socio-culturelles endogènes et rattache insuffisamment les sociétés locales, au monde dit moderne.

Quant à la culture, elle a été classée comme un folklore que l'on tolère en tant que curiosité exotique. Notre culture n'est pas seulement la danse au clair de lune, c'est aussi la conception de l'homme comme relation à autrui. Elle devait être sauvegardée autant que notre environnement naturel. Tout le monde ne l'entendait de cette oreille.

A défaut, nous avons été déracinés, transformés en êtres hybrides : les pieds dans la tradition et la tête ailleurs. Les bâtards culturels, que nous sommes, sont incapables encore d'accomplir, après 50 ans d'indépendance, notre révolution agraire, celle de la valeur ajoutée par l'industrialisation, et la création d'un marché africain qui accroît la production économique et qui donne la priorité à la reproduction sociale sur la simple

production matérielle, extravertie, et confinée dans les secteurs les moins utiles (produits bruts exportés).

La colonisation est une plaie qui cherche à se refermer. Mais d'aucuns s'amuse, de temps en temps, à y remettre le doigt. Ici on a affaire à des "sous-hommes" ; ailleurs ce n'est, peut-être, même pas des hommes. En Afrique, nous ne demandons pas des cadeaux, mais simplement de la solidarité. Il y a longtemps que nous avons compris avec le Professeur Joseph Ki Zerbo "qu'on ne développe pas, on se développe".

En Afrique, il y a de très nombreux amis de la France, pas des nostalgies d'un passé douloureux, que nous n'oublions pas, parce que c'est notre histoire, mais que nous assumons, sans complexe. Nous ne demandons pas aux français, d'aujourd'hui, d'avoir mauvaise conscience. En quoi sont-ils responsables des aventures de leurs ancêtres ? Mais ceux qui rament à contre-courant de l'histoire, jusque dans les lois de la République, ont jeté, un instant, le doute sur la sincérité de la politique de la France en matière de solidarité et des droits humains, et sur la pratique, en France, des valeurs cardinales qui sont françaises : liberté, égalité, fraternité.... Cet épisode, que nous qualifions de parenthèse, a réveillé dans les anciennes colonies, "qui se croyaient affranchies", surtout chez les jeunes, un sentiment de frustration légitime, parce qu'ils croient à l'amitié de la France. La surprise et la déception passées, ceux qui, comme moi, ont baigné dans la culture française comprennent qu'il ne faut pas confondre les torchons avec les serviettes.

Nous sommes résolument tournés vers l'avenir. C'est pourquoi, ce qui est essentiel pour nous, c'est la qualité des rapports, entre les peuples, dans un ordre mondial qui semble réduire l'importance et l'urgence de la politique étrangère au profit d'un changement dans l'orientation des priorités, à l'intérieur des Etats, par une opinion publique de moins en moins internationaliste.

C'est avec beaucoup d'optimisme, et aussi de réalisme, que nous nous acheminons, avec l'aide des peuples solidaires, vers la maîtrise de notre destin.

4.10 Les anciens territoires colonisés face à leur destin

L'accession à la souveraineté propulse les nouveaux Etats dans une communauté internationale sans état d'âme.

Le passage du statut de colonie à celui d'Etat indépendant, le passage d'une économie de traite à une économie de développement pose le grave problème d'adaptation à une autre logique, mais sans les outils nécessaires qui l'accompagnent. Bientôt, cinquante (50) ans déjà ! Or les chemins parcourus en matière de développement sont si courts et si étroits. Les transformations, indispensables au changement, se font attendre, faute de bases politiques et socio-économiques adaptées.

Partout, dans les anciennes colonies d'Afrique de l'Ouest, on enregistre de forts taux de croissance démographique et une absence de modèles de croissance qui génèrent des emplois.

Les déterminants de la pauvreté sont au rouge : analphabétisme, services sociaux de base en crise. L'économie est rongée par un cancer des temps modernes : la corruption qui s'est accrue par la chute des revenus réels. "Tout change tout le temps : les prix, les modèles, les partenaires, l'offre, la demande... L'Afrique de l'ouest est entrée dans une instabilité économique ruineuse, doublée d'une stabilité dans l'échange inégal".

Un tel malade a besoin qu'on lui administre un traitement de choc. Les spécialités suivantes lui ont été proposées : les Programmes d'Ajustement Structurels, les Accords de l'OMC, les Accords de Partenariats économiques, la dévaluation... avec leurs avantages et leurs inconvénients, dans le cadre de l'intégration au marché mondial.

4.10.1 Les conséquences de la mondialisation

La mise en valeur coloniale a engendré l'incapacité des colonies françaises d'assumer seules le financement de leurs administrations.

L'assistance française a prolongé, au-delà de 1960, cette dépendance fondamentale. Leur entrée dans le libéralisme économique, du fait de la mondialisation, a entraîné

des servitudes supplémentaires. Les grandes décisions qui les concernent sont inscrites dans des conditionnalités qui viennent de l'extérieur.

Le rapport à l'argent, dans le cadre de la solidarité humaine devient compromis par un système de programmes, trop lourd pour les seules interventions bilatérales. Ces programmes sont téléguidés et contrôlés par les institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale, notamment). Les politiques néo-libérales d'intégration dans la mondialisation, impulsées par l'OMC, donnent la priorité au commerce international.

La colonisation nous avait habitués à la logique du Pacte Colonial et à la détérioration des termes de l'échange. Aujourd'hui le "Marché est libre, pour les marchandises, mais pas pour les personnes". Pire, les importations à bas-prix, y compris, agricoles et alimentaires, détruisent les économies nationales dont les productions n'ont pas accès à leurs propres marchés locaux, à cause du phénomène du dumping.

Les enjeux sont considérables pour l'Afrique, particulièrement pour les anciennes colonies françaises qui dépendent des produits de base pour plus de 75% de leurs exportations (excepté le pétrole).

Ces produits procurent le revenu et assurent la survie de nombreux petits producteurs qui sont parmi les plus pauvres du monde. Plus de la moitié des populations des anciennes colonies françaises vivent en-dessous du seuil de pauvreté. La dégradation de leurs conditions de vie est aggravée par les effets pervers des Programmes d'ajustement structurels (PAS).

L'Afrique de l'Ouest est bien placée pour mesurer les coûts humains des PAS : désengagements de l'Etat privatisations sauvages, pertes de revenus, chômage, difficultés d'accès aux services sociaux de base...misère. Or la misère ne laisse pas beaucoup de choix aux populations et aux dirigeants, tous exposés à toutes les compromissions : même aux politiques conservatrices qui sacrifient le développement au respect des intérêts établis, depuis la colonisation.

Hier	Aujourd'hui
<ul style="list-style-type: none"> - Economie de traite fondée sur une production d'exportation, sans modernisation des techniques - Croissance impulsée par la demande extérieure et financée par le capital étranger. Elle génère le sous-développement - Coûts élevés des facteurs de production - Déséquilibres structurels, stagnation de l'agriculture, inefficience de l'Administration, difficultés d'industrialisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Accélération des caractéristiques structurelles du sous-développement : domination, intégration au marché mondial, désarticulation de l'économie, inégalité grandissante dans la répartition de la croissance - Crise des finances publiques - Faibles taux de croissance fondée sur la demande extérieure et le financement étranger (aides, PAS...) - Assistance technique et financière - Déséquilibres macro-économiques de micro-états - Libéralisation du commerce international

- Balkanisation	- Stagnation de l'agriculture locale ruinée par les importations à bas-prix
	- Dépendance étroite vis-à-vis des bailleurs de fonds extérieurs
L'Afrique de l'Ouest paie très cher son passé et son prolongement aujourd'hui. Il n'y a pas de rupture. Au contraire on observe une accélération des rythmes.	

La comparaison des deux processus montre bien le prolongement d'une même logique sous des aspects différents.

4.10.2 Les conditionnalités de l'aide

La coopération bilatérale, repose, essentiellement, sur les interventions de la France, ancienne métropole, qui exerce des pressions sur les anciennes colonies, à travers les conditionnalités de l'aide : Aide contre la démocratie (Discours de la Baule)

Les conditionnalités se révèlent comme la modernisation de la vieille méthode de la carotte et du bâton. Au référendum du 28 septembre 1958 la France offrait le choix entre la Communauté Franco-Africaine et l'indépendance. Aujourd'hui, malgré l'augmentation de leur PIB et l'accroissement de leurs budgets les anciennes colonies sont tombées, pour la plupart, dans la misère. Ils n'ont pas le choix. Il suffit de se référer à la dévaluation (janvier 1994). Les chefs d'Etats de la zone franc en ont assumé la responsabilité alors que quelques semaines avant ils la reprouvaient.

Par une des conditionnalités du PAS (dévaluation du "Franc des Colonies Françaises d'Afrique" : FCFA) les puissances du nord dont la France, ont privilégié l'économie et la stabilité par rapport aux libertés et à la Liberté considérée comme un sous produit de la croissance qui tarde à venir.

La dévaluation a été comprise "comme un "lâchage" de l'Afrique, par la France, après en avoir profité pendant des siècles". Son but était dit-on de dévoiler de nouvelles opportunités pour produire, exporter et tirer plus de profit.

En réalité sa philosophie implicite est le Libéralisme pur et dur qui contribue à accroître les inégalités économiques et sociales limitant les choix des catégories défavorisées.

L'émigration clandestine aujourd'hui ne traduit pas le goût de l'aventure pour la plupart de ces jeunes qui ne suicident, chaque jour, à bord de frêles embarcations lancées dans les mers démontées. C'est une démarche de désespoir.

En principe les conditionnalités impliquent des mesures d'accompagnement. Dans le cas, de la dévaluation l'Afrique a été sommée d'obéir au FMI.

Selon un ancien Premier Ministre français, Edouard Balladur, dans le journal Le Monde du jeudi 23 septembre 1993 "la Banque Mondiale, et cela, depuis plusieurs années reçoit de l'Afrique plus qu'elle ne lui prête". Et il poursuit : "Nous sommes prêts, comme par le passé, à user de toute notre influence pour que les institutions de BRETTON WOODS témoignent de leur intérêt et apportent leur appui aux pays africains. Mais nous ne pourrons plus intervenir si certains pays préfèrent rester à l'écart de la Communauté financière internationale et des règles de la "bonne gestion".

En termes élégants, c'est-à-dire, "Marche ou crève".

Des espaces économiques aussi restreints n'ont pas le choix. L'éclatement de l'AOF en micro-Etats, a créé des économies trop faibles perfusées de l'extérieur.

Ce morcellement a ruiné toute possibilité de rompre avec la politique antérieure de "croissance sans développement". Il a contraint les entités nouvelles à maintenir les politiques et les structures anciennes, et à perpétuer la mise en valeur, version coloniale, qui, par sa nature extravertie, "engendre la domination extérieure et le sous-développement".

Comment sortir de cette impasse ?

Les stratégies des institutions financières internationales encouragent l'intégration africaine comme voie intéressante vers la croissance. Mais l'intégration, sur des bases bilatérales, au marché mondial, de petites entités, et en ordre dispensé, qui n'ont presque pas de pouvoir de négociation, est un leurre.

On peut, légitimement, se poser des questions sur la lenteur et les difficultés de constituer, en Afrique de l'Ouest, économiques viables (UEMOA, CEDEAO). On ne peut s'empêcher, aussi, de penser aux raisons de l'échec de la Fédération du Mali.

Les Africains sont-ils responsables de leur sous-développement ?⁵

En 1972, l'historien Walter Rodney a consacré 361 pages à démontrer comment l'Europe a été à l'origine du sous-développement de l'Afrique. Il a fait un magnifique travail pour expliquer comment le commerce des esclaves, le colonialisme et le néo-colonialisme de l'Afrique, par l'Europe et d'autres impérialistes occidentaux, ont volé à l'Afrique son développement.

Nous sommes désormais en 2014, presque un demi-siècle plus tard et l'Afrique est toujours à la recherche du développement. Si Rodney n'avait pas été assassiné par une bombe en 1980, il aurait certainement développé un point de vue différent sur le sous-

5

développement de l'Afrique. Il aurait probablement écrit un nouveau livre intitulé : « Comment les Africains ont sous-développé l'Afrique ».

Nous devons nous dire la vérité amère, que ce qui est déjà arrivé appartient au passé et ceux qui en parlent encore ratent le présent et obstruent leur avenir. Actuellement, les Africains sont les responsables du sous-développement de l'Afrique. La traite négrière et le colonialisme appartiennent au passé. Notons d'ailleurs que ces fléaux ne sont pas spécifiques à l'Afrique. Ils ont touché d'autres régions du monde dont l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et l'Asie. Peut-on comparer ces régions avec l'Afrique aujourd'hui ? Des pays comme l'Inde, la Malaisie, le Mexique, le Brésil, Singapour et d'autres blâment-ils toujours les Européens pour leur passé malheureux ou se sont-ils eux-mêmes transformés en puissances économiques et politiques ? Le Brésil est aujourd'hui la septième puissance économique mondiale, 37 places devant leur ancien maître colonial le Portugal qui est 44^{ème}.

Dans l'histoire du monde, chaque civilisation comme chaque pays ont connu des hauts et des bas. L'Europe a rebondi après les deux guerres mondiales, les États-Unis suite à la guerre civile et au racisme, l'Asie et l'Amérique latine après le colonialisme, les dictatures et les troubles politiques. Pourquoi l'Afrique ne se remettrait-elle pas de la traite négrière et du colonialisme ?

À l'heure actuelle, il est évident que l'Afrique est le continent le moins avancé du monde. La région souffre de toutes sortes de problèmes dont 90% sont d'origine humaine. Naturellement, la région semble être la plus chanceuse, parce que c'est l'un des continents les plus stables géographiquement enregistrant le moins de catastrophes naturelles. La plupart des pays de la région n'ont pas le climat insupportable que l'on trouve dans les régions polaires extrêmement froides ou dans les régions arabes extrêmement chaudes. Par ailleurs, l'Afrique est le principal fournisseur mondial de matières premières. Plutôt que de transformer et valoriser ses matières premières, l'Afrique les exporte vers des pays qui vont les transformer et les lui revendre ensuite sous forme de produits finis à des prix exorbitants. Près de 10% des réserves connues de pétrole dans le monde sont en Afrique mais tout ça pour rien.

Le principal problème de l'Afrique est l'échec du leadership. La plupart des dirigeants africains passés et présents ont fait échouer lamentablement la région. Leur obsession de rester au pouvoir a rendu très difficile voire impossible leur remplacement. Plus de 85% des élections en Afrique ne sont pas libres, justes et crédibles. Seuls le Ghana, le Sénégal, l'Afrique du Sud et quelques rares pays peuvent se vanter d'élections relativement libres et équitables. Jusqu'à très récemment, les élections n'ont même pas été tenues dans la quasi-totalité de l'Afrique du Nord. Les dirigeants africains volent des millions et des milliards de dollars de fonds publics pour les investir dans les économies européennes. Combien de dirigeants d'autres continents volent les fonds publics pour les investir en Afrique ?

L'autre problème de l'Afrique est l'incapacité de ses citoyens à se reconnaître mutuellement comme des frères naturels ne serait ce que parce qu'ils sont tous des êtres humains. Il est même difficile de trouver un seul pays africain exempt de crises religieuse et ethnique. Chaque année, des milliers de vies et de propriétés sont perdues en Afrique au nom des différences religieuse et ethnique. Il y a 20 ans, au Rwanda, on estime à plus de 800.000 les personnes qui ont été tuées juste du fait de leur appartenance ethnique. Actuellement en République centrafricaine, les gens sont massacrés par centaines en raison de leurs croyances. Selon Wikipedia, entre 1,2 à 2,4 millions d'Africains sont morts au cours de la traite atlantique sur une période d'environ 360 ans. Selon nos estimations, le nombre de morts à la suite de crises ethniques et religieuses en Afrique entre 1980 et 2010 a dépassé ce chiffre. Les personnes qui sont décédées durant les 34 mois de la guerre civile nigériane sont équivalentes à elles seules à la totalité du nombre d'Africains qui sont morts dans les 360 ans de traite atlantique.

Quand nous observons les très rares pays africains qui prétendent améliorer leur taux de croissance économique, nous constatons que leurs citoyens demeurent dans la souffrance profonde, comme si l'augmentation de la croissance économique nationale était proportionnelle à celle de la pauvreté et de la souffrance. Le développement de ces pays africains est ironique dans le sens où il s'agit d'une évolution qui accroît la souffrance du peuple, qui rend les pauvres plus pauvres et les riches plus riches.

En dépit de ces problèmes et de ces ennuis, l'Afrique a encore une chance de se développer. Les ressources, la main-d'œuvre et tous les atouts sont là. Ce qui fait défaut sont la volonté et la détermination. Que tous les Africains mettent la main à la pâte pour s'assurer que la région sorte de ce pétrin et trouve sa véritable place sur la carte de développement mondiale en 2030. Ceci ne sera possible que si le continent accepte de quitter son statut de victime pour passer enfin à l'action !

Le sous-développement n'est pas une aberration, mais une conséquence logique et un composant essentiel de notre système économique.

Ha-Joon Chang examine pourquoi le Tiers Monde est toujours si pauvre aujourd'hui. Dans son premier chapitre « Comment les pays riches sont-ils véritablement devenus riches ? », il dévoile quelles stratégies le Premier Monde actuel a suivies, quand les pays riches d'aujourd'hui se trouvaient au niveau de développement du Tiers Monde actuel. Il montre une toute autre histoire que celle que les économistes, les grands médias et beaucoup d'ONGs nous racontent quotidiennement.⁶

Le livre se focalise surtout sur le dix-neuvième et début vingtième siècle, à partir de la défaite de Napoléon à Waterloo en 1815 jusqu'au début de la Première Guerre mondiale en 1914. Il s'agit approximativement de la période durant laquelle la plupart des pays développés actuels ont connu leur révolution industrielle. Cependant, l'auteur traite également la période entre les deux Guerres mondiales et celle de l'après-guerre. Le livre montre clairement que quand ces pays étaient encore 'pauvres', les pays prospères actuellement faisaient exactement ce qu'ils interdisent aujourd'hui aux pays pauvres. Sous prétexte de conseiller les 'bons' choix politiques et les institutions, les

6

pays ‘développés’ d’aujourd’hui font tout pour rendre impossible aux pays en voie de développement d’employer les instruments politiques et les institutions qu’ils ont utilisés eux-mêmes fructueusement pour se développer sur le plan économique.

Faites ce que nous disons, pas ce que nous faisons

Ainsi, il semble entre autres que les deux défenseurs contemporains du libre marché ont atteint leur suprématie économique actuelle en allant à fond à l’encontre de tous les principes néolibéraux qu’ils défendent aujourd’hui. Tant la Grande-Bretagne que les Etats-Unis étaient les défenseurs les plus fervents du protectionnisme nationaliste. Le développement industriel des pays tels que l’Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, l’Allemagne, l’Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Russie, l’Espagne, la Suède et la Suisse a suivi un schéma semblable.

Ils ne le faisaient pas tous avec le même succès et il y avait également des différences. Toutefois, il y a avait toujours une constante visible. Aucun des choix politiques qu’ils appliquaient pour se développer chez eux ne sont aujourd’hui permis au Tiers Monde. En outre, chacun a changé son fusil d’épaule dès que cela lui convenait. La Grande-Bretagne a déclaré la liberté de l’entreprise comme principe directif une fois qu’elle est devenue l’Etat le plus puissant par une association de plusieurs facteurs : violence brutale, barrières douanières, protectionnisme, espionnage industriel, exploitation coloniale et corruption.

Corruption était le système

La corruption dans le Tiers Monde en tant que cause des problèmes du Tiers Monde ? Ha-Joon Chang ne nie pas ce phénomène, mais le place dans son juste contexte. Il indique surtout que la corruption contemporaine est moins grave qu’on ne pense quand on la compare avec la manière dont les groupes industriels d’aujourd’hui sont nés à cette époque. Si la corruption contemporaine est un aspect faisant partie d’un ensemble

plus grand, on peut supposer que dans les pays riches actuels, le système est la corruption en elle-même.

Intervention d'Etat... rien d'autre que l'intervention d'Etat

La Grande-Bretagne n'est surtout pas le seul pays à se rendre coupable, mais elle est aujourd'hui vénérée comme le berceau du libre marché et ceci est entièrement injuste. Le contraire est vrai. Ce pays a interdit entre autres pendant des décennies, l'importation de produits d'autres pays, dont ceux de ses propres colonies, non pas 'malgré' mais 'en raison' de sa supériorité. Ceci a également été dit au vu et au su de tout le monde dans les débats politiques de l'époque.

De plus, ce n'est qu'après que les Etats-Unis aient atteint une suprématie industrielle sans pareil après la Deuxième Guerre mondiale, qu'ils sont devenus les champions du libre échange. Entre 1816 et 1945, les Etats-Unis avaient un des systèmes les plus strictes en ce qui concerne la tarification de l'importation de l'étranger de n'importe où dans le monde.

La France était plus 'laissez-faire' que la Grande-Bretagne

Aujourd'hui, la France est encore considérée comme un pays où l'interventionnisme d'Etat a toujours été le moteur principal. Il semble que sur ce point-ci, la réputation et la réalité se trouvent très éloignées. Pendant le dix-neuvième et le début du vingtième siècle, la France était beaucoup plus libérale que la Grande-Bretagne, son ennemi historique. C'est également la raison pour laquelle ce pays a connu un développement industriel beaucoup plus lent.

La réputation actuelle de la France ne s'est faite qu'à partir des années '60 du vingtième siècle. Dès lors, la France a pu se développer avec succès et ce au moyen d'une planification rigoureuse, des entreprises publiques et une politique industrielle

stricte. Ce n'est certainement pas une histoire qui trouve sa place dans les traités néolibéraux des économistes et autres idéologues néolibéraux contemporains.

En quoi un petit pays peut être grand...

La Belgique, ou la région initiale devenue plus tard la Belgique, était le deuxième pays au monde à entamer une révolution industrielle (après la Grande-Bretagne). Nous ne nous en rendons pas forcément compte, mais la Belgique était alors 'le fer de lance technologique du monde dans certains secteurs industriels' dont entre autres le textile, l'acier, les métaux non ferreux et la chimie.

Elle faisait également partie des quelques pays qui n'étaient pas protectionniste. Cela n'avait rien à voir avec les grands principes ou une intelligence géniale. La Belgique était tout simplement trop petite pour développer un marché interne comme tremplin vers la conquête d'une place sur le marché international. Cela n'empêche pas, grâce aux tarifs élevés à l'importation, qu'un bon nombre de produits belges étaient protégés contre une concurrence étrangère.

Les Pays-Bas ont aussi une réputation d'un libre commerce 'laissez-faire'. Il semble, d'après l'analyse de l'auteur, que pendant la période la plus extrêmement 'libérale' du pays, celui-ci n'a pu s'industrialiser que de manière superficielle.

L'héritage colonial

C'est un fait notoire que la plus grande partie du Tiers Monde se compose d'anciennes colonies. Les économistes actuels minimisent cet héritage par le rire, face aux arguments selon lesquels ce passé continuerait de jouer un rôle aujourd'hui. Ceci est à la fois partiellement vrai, et partiellement faux.

Il reste que toutes les puissances coloniales ont développé leur propre métropole tandis qu'elles interdisaient aux colonies de faire autre chose que de livrer des produits

primaires (= matières premières brutes de minéraux jusqu'à la nourriture, sans aucune valeur ajoutée, donc jamais des biens de consommation). Certaines activités industrielles étaient également interdites.

Toutefois, quand il s'agissait de matières premières que la métropole produisait aussi, on interdisait l'exportation des colonies. En revanche, les colonies ne pouvaient instituer aucune forme de barrières tarifaires.

Faites ce que nous ne faisons pas

C'est justement ce que l'on 'conseille' au Tiers Monde aujourd'hui. Ne pas concurrencer avec les produits finis du Premier Monde, seulement livrer des matières premières, exporter des produits alimentaires de base... aucune forme de protectionnisme, des marchés ouverts, etc.

Le Tiers Monde vide ses poches pour payer les droits des brevets (le droit d'auteur sur un procédé technique, sur une machine, sur des systèmes techniques ...). L'Occident prospère ne s'y est pas tenu pendant sa période de développement. Au contraire, la norme était l'espionnage industriel ainsi que le vol. Quasiment aucun pays ne se gênait pour copier des choses inventées et/ou développées dans d'autres pays et d'en exiger le brevet.

'Il existe un modèle historique qui persiste remarquablement depuis le dix-huitième siècle allant de la Grande-Bretagne jusqu'au Corée du Nord vers la fin du vingtième siècle consistant en ce que le développement économique fructueux se fasse grâce aux mesures protectionnistes pour la propre industrie épanouissante' (p.65 du livre).

Des institutions publiques fortes et démocratiques⁷

À présent, on insiste continuellement sur le fait que les institutions politiques et publiques dans le Tiers Monde sont si faibles et que ceci serait aussi une des causes de leur sous-développement. De même, ces analyses ne tiennent pas. Au contraire, les pays riches ont connu pendant le développement industriel des institutions publiques beaucoup plus faibles que le Tiers Monde actuellement. De plus, la plupart des pays riches ont pu développer leurs institutions grâce aux revenus de leur développement. C'est donc le contraire.

L'auteur ne dit surtout pas que la démocratie ne serait pas nécessaire dans le Tiers Monde. Il affirme simplement qu'il n'existe pas de corrélation directe entre le développement démocratique et économique.

Un Etat de droit faible

Le sous-développement du Tiers Monde serait également dû à la faiblesse de l'Etat de droit. Quand les lois sont déjà existantes, elles ne sont ni extorquées ni imposées. Ce point fait aussi partie des histoires moins roses des pays riches. Jusqu'après la Première Guerre mondiale, la fraude électorale ou tout simplement le vote obligatoire étaient dans la plupart des pays européens plutôt la règle que l'exception. Le principe de 'un homme, un vote' (il ne s'agissait alors effectivement pas de 'femmes') était systématiquement foulé aux pieds par les pays riches pendant la plus grande partie de leur phase de développement.

Un paradoxe idéologique

L'auteur précise sur le développement après-guerre d'un certain nombre de pays asiatiques :

La démocratie est plutôt une conséquence qu'une condition pour le développement (p.72).

'Nous nous trouvons devant un 'paradoxe' manifeste – du moins si vous êtes un économiste néolibérale. Tous les pays, surtout les pays en voie de développement, ont crû plus vite quand ils appliquaient les 'mauvais' choix politiques pendant les années '60 jusque '80 que pendant les vingt ans suivants. La réponse logique sur ce 'paradoxe' est d'accepter que les prétendus 'bons' choix politiques ne sont en fait pas bons pour les pays en voie de développement et que les 'mauvais' choix politiques n'ont en fait que de bonnes conséquences quand ceux-ci sont effectivement appliqués. Là, ce qui ressort, c'est que les prétendus 'mauvais' choix politiques sont justement les choix que les pays riches contemporains ont appliqués lorsqu'ils étaient des pays en voie de développement eux-mêmes. Ainsi, nous pouvons seulement en conclure qu'en recommandant les soi-disant 'bons' choix politiques, les pays riches font en réalité 'tomber l'échelle qu'ils ont grimpé eux-mêmes pour atteindre son bout' ... La plupart des institutions que l'on recommande aujourd'hui au Tiers Monde comme celles de 'bonne gouvernance' sont en fait plutôt à l'origine du développement économique des pays riches actuels (p.128).

Le marché se trouve au-dessus de la démocratie

L'auteur voit trois raisons pour lesquelles l'Occident continue à imposer sa politique au Tiers Monde :

- Le Tiers Monde doit suivre parce que les plus forts déterminent tout simplement les règles du jeu.
- Le Tiers Monde doit appliquer les règles politiques parce que c'est tout simplement ce que les investisseurs internationaux veulent.
- On ne peut pas comparer la situation actuelle avec ce que s'est passé il y a 100 à 150 ans.

Les deux premières objections reviennent à la négation de la démocratie. Le troisième argument a effectivement du sens, mais non pas dans le sens où les idéologues néolibéraux l'utilisent. En effet, entre temps, le monde a changé, mais cela n'est pas un argument contre les instruments politiques eux-mêmes. Cela signifie uniquement que

les détails concrets peuvent différer. Le protectionnisme sous une forme ou une autre demeure un droit des pays démocratiques pour protéger leur population contre la dictature du marché.

Littérature fortement recommandée

Le livre traite bien plus que ce qui a été abordé dans cette critique. Malheureusement il n'y a pas eu de traduction. L'écriture est assez sèche, mais les faits sont tellement frappants qu'on ne peut les ignorer. Il y a un aspect que l'auteur laisse de côté : la dette comme instrument de répression. Cependant, cela n'enlève rien aux mérites de ce livre.

Ma conclusion : si les pays riches actuels choisissaient consciemment une stratégie pour maintenir la pauvreté et la dépendance du Tiers Monde, qu'est ce qu'ils feraient d'autre que ce qu'ils font maintenant ? Rien.

L'auteur ne l'aurait sûrement pas senti de cette manière, mais je considère ce livre comme un des plaidoyers les plus forts qui n'a jamais été fait contre un système économique qui est basé sur l'exploitation, d'abord de sa propre population, ensuite des autres pays. Des choses et d'autres semblent s'assimiler au Premier Monde.

Est-ce que nous devons nous résigner au cours des événements ? L'histoire donne tant de raisons pour rester fataliste. Toutefois, cette même histoire donne également d'autres exemples. La lutte pour un meilleur monde est bel et bien sensée. Lire ce livre est un bon début, car un citoyen bien informé en vaut deux.

CHAPITRE 5

DEVELOPPER L'AFRIQUE

Avec 30.310.000 km² de superficie et plus de 7 000 km entre ses extrémités est-ouest et nord-sud, l'Afrique apparaît comme un continent massif et relativement homogène. Elle est constituée de plateaux et de larges cuvettes intérieures bordées de hauts reliefs périphériques qui lui font tourner le dos à la mer. L'altitude moyenne du continent est de 675 m. Couvrant les trente millions de km². Par ses dimensions, elle est la troisième des continents, après l'Asie et l'Amérique. Elle est à l'heure actuelle divisée en 54 Etats indépendants : 47 situés sur le continent lui-même, 6 Îles ou archipels constitués

en Etats, le dernier (la Guinée équatoriale) étant composé d'une partie continentale et d'un domaine insulaire.

Le développement de l'Afrique exige le dépassement du cadre national. Ainsi Nkrumah ou Sékou Touré se firent les hérauts du panafricanisme, et le début des années soixante fut marqué par d'éphémères unions interétatiques. En 1963, les Chefs d'Etats et de Gouvernements de 30 pays signent à Addis-Abeba la charte créant l'organisation de l'unité africaine (OUA). Ils y affirmèrent notamment l'égalité souveraine des Etats membres ainsi que la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et y consacèrent le principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation.

L'autre grande organisation continentale est la Banque africaine de développement (BAD), créée en 1964, et dont le siège est à Abidjan. Financée par l'ensemble des pays du continent ainsi que par vingt-quatre autres membres non Africains, elle accorde des prêts pour la réalisation de projets dans les domaines économiques et sociaux. D'autres organisations financières ont vu le jour : CEDEAO, CEMAC, UEMOA etc. Au total, les résultats de plusieurs années de tentatives d'intégratrices sont décevants.

Au vu du constat général, le développement économique des pays africains est à la traîne après des décennies d'indépendance. Pourtant, on a appliqué des modèles et idéologies de développement. La question est de savoir si la situation que vit l'Afrique est un problème d'inadaptation de ces modèles et idéologies au contexte propre du continent ou si c'est plutôt ailleurs qu'il faut chercher les vraies raisons des échecs. La réponse à cette problématique du développement de l'Afrique n'est pas aisée compte tenu de la complexité du processus de développement. L'importance de bien cerner la source de la misère africaine est alors très bienvenue dans l'approche de la vraie solution.

"Pourquoi la misère de l'Afrique ?" faite une analyse systémique et approfondie des vrais maux qui minent l'essor des pays africains. Après une revue de littérature sur le développement de l'Afrique et les dérapages professionnels des cadres africains, l'importance de la ressource humaine et du savoir dans le processus de développement du continent a été démontrée. L'analyse approfondie a porté sur les carences des

systèmes éducatifs, les problèmes d'intelligence et de créativité, la recherche scientifique, le négativisme, la corruption, la gestion des ressources naturelles africaines, la procréation, la sorcellerie, la politique, la mentalité africaine, la responsabilisation et la conscientisation des Africains, la fuite des cerveaux, etc. Des exemples d'élites dont l'Afrique a besoin ont été dressés.

En effet, l'Afrique souffre d'une crise intellectuelle, démographique et spirituelle. L'Afrique sombre non seulement à cause des mauvaises gestions et gouvernance de ses intellectuels, mais aussi à cause des actions diaboliques sur ce continent. Depuis la famille jusqu'au sommet de l'Etat, l'Africain a encore de grands défis à relever. Beaucoup d'Africains ont peur de réfléchir ou ne veulent pas réfléchir ; beaucoup ont peur d'agir ou ne veulent pas agir; beaucoup ont la connaissance mais ne veulent ou ne peuvent pas appliquer leur savoir. Au-delà de tous, plusieurs intellectuels sont "bloqués". Quand on sent que quelqu'un veut devenir quelque chose, on l'élimine ou on le rejette. Beaucoup de compétences sont bafouées ; les cerveaux sont peu promus et peu écoutés.

Beaucoup d'Africains ne veulent contribuer au succès des actions n'allant qu'à leur crédit. Pire, il y a une mentalité africaine qui a cloué l'Afrique et qui ne peut jamais permettre l'essor et le décollage de ce continent. Pendant que les compétents bras valides pouvant faire la différence chôme à la maison, les fainéants sont promus par leurs proches à des postes très importants et sensibles. Au même moment, les frais de mission des "Grands" ont dévalisé l'Afrique du peu de moyens disponibles, au détriment des pauvres paysans qui meurent sous le soleil du midi. De connivence avec les puissances étrangères et les politiciens, les cadres africains ont mis l'Afrique à terre. En outre, dans beaucoup de systèmes éducatifs du continent, les diplômés ne sont toujours pas le symbole d'une dose de connaissance pouvant enclencher des actions positives en matière de développement.

L'Afrique forme trop de savants, trop de perroquets ayant la tête remplie de gros mots ou grosses théories qu'on n'applique jamais, peu productifs et incapables d'agir sur les matières premières pour leur ajouter de la valeur. Ceux qui font exception à la règle

sont peu. Pendant ce temps, la procréation anarchique multiplie la misère et les autres problèmes de sous développement à des vitesses qui dépassent les efforts de résolution de ceux déjà existants. Non seulement la polygamie et la gestion du sexe paraissent une des causes du sous développement de l'Afrique, mais aussi elles constituent une vraie culture de la misère africaine.

En outre, l'intellectuel africain est sous l'influence de beaucoup de facteurs spirituels qui biaisent le résultat de ces efforts vers le développement. Malheureusement, les débats classiques sur le sous-développement de l'Afrique ont toujours ignoré la vraie dimension spirituelle du problème. Sans doute, les pays développés ont eu des atouts qui les avaient lancés. Ces pays ont eu leur siècle des lumières. De grands savants avaient pensé et contribué à mettre ces nations sur le bon chemin. Aujourd'hui, en Afrique, les cerveaux pensants ont même peur d'y rester. Il se pose en Afrique un vrai problème de coordination, de conscientisation, de responsabilisation, d'application intelligible et rationnelle des stratégies de développement par rapport aux besoins, atouts et contraintes des nations africaines. Et pour trouver la solution durable à cette misère africaine, "*Développer de l'Afrique mais comment ?*" propose des réformes pertinentes et pratiques en vue de lancer l'Afrique vers le développement. Cette publication et revue sur ce blog est, pour toute personne préoccupée par le développement de l'Afrique, un outil d'information, de réflexion et de travail.

Est-ce que les Africains ont le courage de reconnaître les vérités ?

Les Etats-Unis, censément capitalistes, se pressent d'emprunter encore des trillions de dollars pour nourrir la gigantesque machine du gouvernement ; sans surprise, l'économie a du mal à rattraper la croissance de la population. A l'autre bout du globe, la Chine, prétendument communiste, embrasse le secteur privé et se débarrasse de l'excès de Bureaucratie, donnant naissance à une expansion épatante, un bon exemple !

La France, père colonisateur de certains pays francophone du continent noir et démocratique, elle, jouit de certains avantages structurels, tel que les attraits touristiques les meilleurs du monde et une position centrale en Europe ; toutefois, la fierté entêtée des Français de leur histoire de socialisme les enfonce dans un borbier

économique. Simultanément, Dubaï, autoritaire, profite d'un petit gouvernement discipliné, qui n'exige guère d'impôts et qui facilite un développement stupéfiant.

D'aucuns considèrent ces conditions comme naturelles, ou accidentelles, et ne se posent pas ces questions :

La liberté économique, est-elle véritablement tellement obscure que les populations démocratiques ne peuvent pas appréhender son importance capitale ? Est-ce que son pouvoir restera donc aux mains de despotes, alors que les peuples libres ratent sottement l'occasion d'améliorer leurs vies ? A-t-on peur d'imiter ce qui marche, et d'abandonner ce qui échoue ?

Comment peuvent les socialistes prétendre qu'ils protègent les pauvres, alors qu'ils s'opposent à la liberté économique, le seul moyen de créer une économie en expansion rapide où foisonnent les bons emplois ? Dans le contexte africain, combien de temps nous vautrerons-nous dans l'échec avéré du modèle socialiste européen avant d'adopter enfin le modèle libéral qui a béni l'Asie ?

De toutes les questions que soulève l'impuissance des démocraties à sauvegarder leur liberté économique, voilà la première : comment pourrait-on persister à ignorer le cataclysme du socialisme ?

En grande partie, le caractère peu imaginatif des non-érudits explique ce dilemme. Comme John Stuart Mill a remarqué en son temps, la plupart des gens croient que la situation a toujours été, et sera toujours, comme elle l'est à présent. Si la solution admise à n'importe quel problème consiste à dire « plus de gouvernement », les gens ordinaires présument inconsciemment que cette réponse retentit à travers les âges, comme la voix de Dieu.

Bien sûr, la paresse fait aussi son boulot. Si les gens ne sont pas nés paresseux, la fainéantise est en tout cas une affliction difficile à éradiquer une fois établie. Quand l'enfance des gens a été bercée par la promesse que le gouvernement s'occupera de

leurs besoins et endossera leurs devoirs charitables, ils ont franchement terreur de la perspective d'agir en tant qu'adultes indépendants.

Indubitablement, les prétendus bénéficiaires du socialisme ; les pauvres, les enfants, et l'environnement ; en constituent en fait les premières victimes. Les pauvres ne peuvent pas trouver de boulots décents à cause du marasme économique. Ils n'arrivent à créer leurs propres entreprises non plus, étant donné le malaise général. Les politiciens sacrifient l'air, l'eau, et les forêts en réponse à la pression de l'électorat, qui pressent que l'économie déjà handicapée saura un effondrement complet si on ajoute la charge supplémentaire d'une politique responsable face à l'environnement. Les enfants, eux, ne peuvent pas développer leurs individualités dans une diversité de milieux scolaires ; au contraire, ils deviennent homogènes dans le système scolaire public. A la place de rêver de devenir des propriétaires d'entreprises et d'usines, les étudiants aspirent à devenir des bureaucrates comme leurs enseignants étatiques. Au lieu d'instruction concernant l'importance de la liberté individuelle et de la compassion innovatrice pour l'autrui, les élèves n'apprennent que l'histoire triste de leur gouvernement augmentant.

L'Afrique subsaharienne n'a pas besoin de ces problèmes. Les investisseurs ont déjà peur d'y investir leur argent. Alors qu'il existe plusieurs exemples de démocraties stables, tel que le Botswana, l'île Maurice, le Ghana, et le Sénégal, les désastres et les tyrannies nombreux donnent l'impression que les cauchemars financiers se tiennent à l'affût en Afrique. (L'Afrique du sud, avec plus de 18.000 meurtres enregistrés l'an dernier et la sympathie du président Mbeki pour l'auteur de meurtres collectifs, Robert Mugabe, n'est pas une des meilleurs enfants.) La liberté économique représente le seul moyen de donner envie aux investisseurs de prendre une rasade de courage. Tant que l'Afrique ne peut offrir qu'une réputation pour l'instabilité et les contraintes du socialisme, elle n'a aucune chance d'être concurrentielle. Dans ce cas, les milliers de projets caritatifs sur le continent n'ont aucune perspective d'avoir un grand impact sur la pauvreté.

Alors que l'Afrique a plusieurs raisons culturelles, artistiques, et sociales pour la fierté, son expérimentation catastrophique avec le socialisme européen n'en est pas une. La

dépendance sur l'aide des pays européens, eux-mêmes incapables de concurrencer avec les puissances industrielles asiatiques, constitue une béquille vermoulue et détourne l'attention de la vraie source de délivrance. Les socialistes français, menant des conférences universitaires insignifiantes, ou se détenant derrière le micro à la Radio France Internationale, maintiennent que la liberté empêche la soi-disant protection sociale et les règlements compliqués qui limitent la semaine de travail à 35 heures et rendent les affaires plus difficiles. En réalité, pourtant, plus l'Afrique imite l'Europe, plus la vie est un enfer.

En tout cas, les affaires marchent si mal que l'Etat se retrouve dépourvu d'argent pour une quelconque protection sociale. Les enfants doivent vendre des outils et autres, risquer la vie en courant entre les voitures. Les filles se prostituent ou prient pour un mariage leur permettant d'acquérir un visa d'un pays lointain.

Par contre, les résultats de la liberté économique ne permettent pas beaucoup de débat sérieux. La Chine, certains pays d'Asie et Dubaï représentent probablement les meilleurs exemples modernes des pays qui ont libérés leurs potentiels cachés grâce à la clef que constitue la liberté économique. Contraire à une interprétation erronée vulgaire, le pétrole ne constitue que 6% de l'économie de l'émirat. Cette économie fuse à un taux de croissance de 17% par an, alors que le secteur de la construction monte en flèche à 30% par an. Non seulement y a-t-il assez de travail pour tout secteur de société – pas question de chômer ou de râler – mais de quoi subvenir aux besoins d'immigrés, à tel point qu'ils constituent 80% des habitants ! Mais ne cherchez ni les bureaucrates qui dirigent le spectacle, ni les percepteurs gloutons, ni la foule qui tend la main pour demander l'argent des contribuables – ces vauriens n'existent pas.

A travers l'Amérique, l'Europe, et l'Afrique, les socialistes s'allient. Pour eux, « la solidarité » veut dire s'asseoir en cercle, fermer les yeux, et psalmodier. En effet, psalmodier, créer une fausse réalité collective pour remplacer la vérité d'une France coulant et d'un Dubaï de haut vol : voilà leur moyen de survie.

En tant qu'Africains misérables, nous devons reconnaître et dénoncer ces récitations. Nous devons nous rappeler que le gouvernement, comme le feu, constitue un bon

serviteur mais un terrible maître. Donc, le gouvernement ne peut se charger que des rôles qui portent une contribution au bonheur humain : la protection des enfants et de l'environnement, et la lutte contre la force et la fraude. L'essentiel, c'est que le gouvernement reste petit et ne gêne pas le travail des entrepreneurs et des organisations caritatives privées.

Si nous voulons un avenir meilleur, la société doit estimer les directeurs généraux plus que les législateurs ou les présidents. Une personne qui crée la richesse mérite plus de louanges que quelqu'un qui emploie le pouvoir parasitaire pour la prendre.

Une nouvelle vision pour la réussite de l'Afrique

Avec plus d'un milliard d'habitants en 2011, l'Afrique est le deuxième continent le plus peuplé du monde (après l'Asie). Divisée en 54 pays et territoires insulaires, le vieux continent souffre d'innombrables crises, amères et durables. Vers la fin du XIXe siècle, les puissances impérialistes européennes se lancèrent dans de grandes manœuvres territoriales et occupèrent l'essentiel du continent, créant de nombreux Etats coloniaux. Cette domination coloniale des Européens se poursuivit jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, lorsque les mouvements de libération commencèrent à se répandre dans toute l'Afrique. Les populations locales combattirent alors longuement et au prix de lourds sacrifices pour se libérer du joug des puissances européennes qui administraient alors leurs pays.

Au début des années 60, la plupart des nations africaines obtinrent leur indépendance. Cette période de décolonisation sera malheureusement marquée par une irruption des conflits internes. Ce qui avait pu être envisagée comme une période de triomphe se révéla frappée de conflits violents, lors desquels les différentes factions et les différents dirigeants combattirent pour s'approprier le pouvoir une fois les puissances coloniales parties. L'Afrique ne fut plus qu'un patchwork d'Etats-nations aux frontières tracées depuis les capitales européennes par les colonisateurs.

Aujourd'hui, les 54 pays indépendants et souverains que compte l'Afrique partagent toujours, pour l'essentiel, des frontières tracées du temps de la colonisation

européenne. Et aujourd'hui plus que jamais, les Etats africains sont la proie de l'instabilité, de la corruption, de la violence et des régimes autoritaires. Trente-cinq conflits armés ont eu lieu dans l'Afrique Subsaharienne lors des quatre dernières décennies, coûtant la vie à plus de dix millions de personnes.

Pendant dix mois, à partir du printemps 1994, les luttes génocidaires et les épidémies qui en résultèrent parmi les réfugiés entraînent la mort de près d'un million de citoyens pour le seul petit pays du Rwanda. L'instabilité que cela a entraînée en République Démocratique du Congo a conduit à plusieurs millions de morts additionnels.

Dévastée par la guerre, la sécheresse et la famine, la population de réfugiés du continent avoisine probablement les 26 millions de personnes. Si on met de côté les guerres et les atrocités, les conditions sociales et économiques indigentes dans la grande majorité de l'Afrique sont probablement les motifs de sa misère actuelle. La plupart des experts s'entendent ainsi pour défendre que la structure économique même de l'Afrique soit la raison essentielle de sa crise perpétuelle.

En clair, l'Afrique est conditionnée pour la dépendance plutôt que pour l'autosuffisance. Cette structuration oblige l'Afrique à continuer à produire des biens dont elle n'a pas besoin. Ses populations ne consomment qu'une infime fraction des biens que le continent produit et dépendent en même temps des autres continents pour produire ce dont elles ont besoin. Cette structure est davantage orientée vers l'import-export que vers la production. On peut alors affirmer que l'Afrique :

- A considérablement réduit sa production économique per capital depuis les années 80.
- Dépend de technologies primitives et de la pluviométrie pour son agriculture.
- Est fortement dépendante des importations de capitaux, de main d'œuvres qualifiées, de technologie et de pièces de rechange.
- Est peu favorable à l'esprit d'entreprise et aux compétences managériales, qui sont soit rares, soit éconduits et poussés à partir faute d'opportunités.
- Comprend beaucoup de petits Etats avec des populations en nombre très faibles.

- Dispose du plus grand nombre de pays pauvres de la planète.
- Est la destination de quasiment la moitié de l'aide alimentaire mondiale d'urgence.

Mais bien de choses peuvent changer, si seulement les dirigeants Politiques de notre Afrique y mettent un peu du sérieux dans la gestion. Vous penserez sans doute que les idées que je présente dans cette publication sont mythiques, et émettez le plus grand scepticisme. Mais imaginez que nous soyons en 2012, que nous soyons en train de discuter et que je présente les prédictions suivantes pour 2025. Ne penseriez-vous pas également que je suis un rêveur que j'ai perdu tout contact avec la réalité ? Malgré ces idées, les signes ne sont pas trompeurs :

- Deux régimes autoritaires en Afrique du Nord sont tombés suite à des manifestations pacifiques et le président du Libéria est une femme.
- La Pologne, la République Tchèque, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie et l'Albanie appartiennent à l'alliance militaire de l'OTAN et le Sénégal vient de prendre une décision de changer le vieux opposant Wade, au choix de Massi SAL qui voulait resté au Pouvoir comme les autres chefs d'état, ainsi un nouveau air souffle au Sénégal.
- Chaque année, des milliers de femmes et d'hommes africains font la connaissance de leurs conjoints, qui vivent sur d'autres continents, à travers un ordinateur - le plus souvent depuis un endroit appelé cybercafé, quel changement de comportement dans les années avenir ?
- Certaines des plus grandes banques et compagnies d'assurances aux Etats-Unis et au Royaume-Uni sont détenues majoritairement par l'Etat.
- Le président des Etats-Unis s'appelle Barack Hussein Obama. Son père était un noir du Kenya et sa mère une blanche du Kansas.
- Le laxisme de la corruption au Cameroun, vient de prendre fin avec l'arrestation de certains leaders du RDPC et ancien membre du Gouvernement.

Vous le voyez, des changements imprévisibles peuvent arriver en l'espace de deux décennies compris la vision certes surprenante, mais, à 100% plausible d'une amélioration considérable de la situation de l'Afrique et au Cameroun qui est présentée ici. Et nous devons nous mettre à danser très vite. . . L'Afrique doit de toute urgence

intégrer ses économies. L'approche en solitaire qui marqua les efforts de développement de l'Afrique depuis l'indépendance s'est caractérisée par un échec total. Les pays d'Afrique et ceux sur qui ils dépendent fortement doivent se rendre à l'évidence que leur survie et leur développement ne peuvent se réaliser que par leur assemblage en des entités politiques viables.

Mon objectif est d'amener les citoyens de tous les pays d'Afrique aux niveaux de vie des pays développés d'ici 2025. L'atteinte de cet objectif implique que l'Afrique et le monde entreprennent des mesures stratégiques afin de dépasser le modèle actuel des 54 pays en difficultés pour les amener à se regrouper en 3 Super Fédérations (le nord, le sud et le centre avec des objectifs communs, chose que nos colonisateurs n'acceptent pas, cause de la mort de Mohamad Kadfi de Lybie).

La vision 2025 pour l'Afrique: 3 Super Fédérations Panafricaines. Si ces Super Fédérations existaient aujourd'hui, elles seraient toutes parmi les vingt plus importantes Économies de la planète. L'Afrique doit, et peut, passer de la pauvreté au redressement économique. Elle doit également franchir la phase de redressement pour parvenir à la prospérité économique. Il est temps que la vieille garde soit relevée de ses responsabilités dysfonctionnelles. Il est temps que la nouvelle génération – La nouvelle Afrique, en quelque sorte – prennent les responsabilités et guident l'Afrique vers une existence où la contribution prend le pas sur la dépendance.

De la même manière que le slogan de campagne désormais historique de Barack Obama, « YesWe Can ! », a insufflé une énergie exceptionnelle aux Américains qui étaient en quête désespérée d'un nouveau sens pour leur nation, les peuples d'Afrique doivent également croire en la possibilité d'un changement considérable en Afrique. Les avantages de l'adoption de l'attitude « YesWe Can » lorsqu'il s'agit de l'Afrique ?

- La misère peut être éradiquée, le bien-être des pauvres et des faibles peut être relevé.
- Un accès aux biens et services de première nécessité, pour la survie et le bien-être des personnes.

- Des services tels que l'éducation, la couverture maladie, et les transports peuvent être plus accessibles et disponibles.
- Un affaiblissement de la dépendance envers les biens et services importés.

Les Etats-unis de l'Afrique en trois Super Fédérations que nous proposons peuvent également assurer les garanties fondamentales et la sécurité que tout Etat se doit d'offrir à ses citoyens. Au lieu de cela, de nombreux pays soi-disant souverains ne peuvent même pas à l'heure actuelle protéger leurs populations des multiples petits groupes rebelles. Certains d'entre eux sont même les prédateurs de leurs propres populations.

Il y a une expression populaire en Afrique qui exprime l'idée selon laquelle la plupart des Africains « n'ont que leurs yeux pour pleurer ». Cela signifie que beaucoup considèrent qu'ils n'ont que des faibles ressources à leur disposition et que leur potentiel de croissance est limité. Qu'il n'y a plus d'espoir. Alors même qu'il peut être facile de supposer que les fiertés nationales et les conflits locaux qui datent de temps immémoriaux amèneraient les peuples à rejeter la notion même des 3 Super Fédérations, cette supposition n'est pas valide :

- Dans l'état actuel des dispositions, seuls l'élite et les chefs de guerre connaissent la prospérité. Plus les Africains verront qu'on peut changer la manière dont les choses sont à l'heure actuelle, plus le monde ne sera surpris par leur capacité à embrasser des changements considérables.
- Si, après tout, des Américains de tous horizons ont pu tellement vouloir le changement promis par celui qui était encore le candidat Barack Obama, qui peut affirmer que les Africains ne vont pas adhérer massivement à l'idée forte des 3 Super Fédérations?

Pour l'ultime évolution de l'Afrique, il est important de se constituer en un Etat-Unis de l'Afrique, une réunification qui permettra à l'Afrique de faire face à toutes les situations et à agir efficacement et pour de bon dans le meilleur intérêt de cette petite planète qui est la nôtre.

CONCLUSION

Avec 30.310.000 km² de superficie et plus de 7 000 km entre ses extrémités est-ouest et nord-sud, l'Afrique apparaît comme un continent massif et relativement homogène. Elle est constituée de plateaux et de larges cuvettes intérieures bordées de hauts reliefs périphériques qui lui font tourner le dos à la mer. L'altitude moyenne du continent est de 675 m. Couvrant les trente millions de km². Par ses dimensions, elle est la troisième des continents, après l'Asie et l'Amérique. Elle est à l'heure actuelle divisée en 54 Etats indépendants : 47 situés sur le continent lui-même, 6 Îles ou archipels constitués en Etats, le dernier (la Guinée équatoriale) étant composé d'une partie continentale et d'un domaine insulaire.

Le développement de l'Afrique exige le dépassement du cadre national. Ainsi Nkrumah ou Sékou Touré se firent les hérauts du panafricanisme, et le début des années soixante fut marqué par d'éphémères unions interétatiques. En 1963, les Chefs d'Etats et de Gouvernements de 30 pays signent à Addis-Abeba la charte créant l'organisation de l'unité africaine (OUA). Ils y affirmèrent notamment l'égalité souveraine des Etats membres ainsi que la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et y consacèrent le principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation.

L'autre grande organisation continentale est la Banque africaine de développement (BAD), créée en 1964, et dont le siège est à Abidjan. Financée par l'ensemble des pays du continent ainsi que par vingt-quatre autres membres non Africains, elle accorde des prêts pour la réalisation de projets dans les domaines économiques et sociaux. D'autres organisations financières ont vu le jour : CEDEAO, CEMAC, UEMOA etc. Au total, les résultats de plusieurs années de tentatives d'intégratrices sont décevants.

Au vu du constat général, le développement économique des pays africains est à la traîne après des décennies d'indépendance. Pourtant, on a appliqué des modèles et idéologies de développement. La question est de savoir si la situation que vit l'Afrique est un problème d'inadaptation de ces modèles et idéologies au contexte propre du continent ou si c'est plutôt ailleurs qu'il faut chercher les vraies raisons des échecs. La réponse à cette problématique du développement de l'Afrique n'est pas aisée compte tenu de la complexité du processus de développement. L'importance de bien cerner la source de la misère africaine est alors très bienvenue dans l'approche de la vraie solution.

BIBLIOGRAPHIE

- Des DOI (Digital Object Identifier) sont automatiquement ajoutés aux références par Bilbo, l'outil d'annotation bibliographique d'OpenEdition. Les utilisateurs des institutions abonnées à l'un des programmes freemium d'OpenEdition peuvent télécharger les références bibliographiques pour lesquelles Bilbo a trouvé un DOI.
- ABBOTT, Kenneth W., et Duncan SNIDAL (2000), « Hard and soft law in international governance », *International Organization*, vol. 54, n° 3, p. 421-456.
- AMIN, Samir (1979), « Nouvel ordre économique international et problèmes de l'éducation », *Ethiopiennes.Revue négro-africaine de littérature et de philosophie*, n° 17, [En ligne], [<http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article670>], (15 novembre 2012).
- ANQUETIL, Alain (2008), *Qu'est-ce que l'éthique des affaires ?*, Paris, Vrin. (Coll. « Chemins philosophiques ».)
- BALLEST, Jérôme, et Françoise DE BRY (2001), *L'entreprise et l'éthique*, Paris, Seuil.
- BÈLE, Patrick (2012), « Chevron condamné en Équateur : un avertissement pour les multinationales », *Regards latinos*, [En ligne],

- [<http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2012/01/chevron-condamne-en-equateur-un-avertissement-pour-les-multinationales.html>], (18 juillet 2013).
- BERTIN, Gilles-Y. (1975), *Les sociétés multinationales*, Paris, Presses universitaires DE FRANCE.
 - BONIN, Bernard (2004), *L'entreprise multinationale et l'État. Un exemple du couple fascination-répulsion*, Montréal, Éditions Études vivantes.
 - CAMPBELL, Bonnie (2011), « Corporate social responsibility and development in Africa : Redefining the roles and responsibilities of public and private actors in the mining sector », *Resources Policy*, [En ligne], [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/BCampbell_-_2011_Corporate_social_responsability_-_Resources_Policy.pdf], (25 septembre 2013).
DOI : [10.1016/j.resourpol.2011.05.002](https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2011.05.002)
 - CARTER CENTER (2012), « Les investissements miniers en République Démocratique du Congo : développement ou appauvrissement des communautés locales ? », [En ligne], [http://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/human-rights/carter-center-mining-governance-HRIA-Oct2012.pdf], (19 juillet 2013).
 - CCFD (2011), « Exploitation pétrolière au Tchad – Les populations portent plainte contre la banque mondiale », [En ligne], [http://ccfd-terresolidaire.org/projets/afrique/tchad/doc_2717], (18 juillet 2013).
 - CHARNOZ, Olivier, et Jean-Michel SEVERINO (2007), *L'aide publique au développement*, Paris, La Découverte.
 - CHATZISTAVROU, Filippa (2005), « L'usage du *soft law* dans le système juridique international et ses implications sémantiques et pratiques sur la notion de règle de droit », *Le Portique*, n° 15, [En ligne], [<http://leportique.revues.org/591>], (21 août 2013)
 - CNUCED (2011), *Rapport sur l'investissement dans le monde*, New York/Genève, ONU.
 - CNUCED (2013), *Rapport sur l'investissement dans le monde*, New York/Genève, ONU.
 - CONSEIL CANADIEN POUR L'AFRIQUE (2005), *Libérer l'entrepreneuriat canadien au profit du développement africain. Réponse aux défis identifiés par le rapport*

Martin-Zedillo et la Commission pour l'Afrique, Ottawa, Conseil canadien pour l'Afrique.

- DEMUIJNCK, Geert, et Hubert NGNODJOM (2012), « La privatisation de l'électricité au Cameroun. Une analyse dans la perspective de la RSE », *Ethica*, vol. 17, n° 2, p. 221-246.
- DENEALU, Alain, *et al.* (2008), *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*, Montréal, Écosociété.
- DUGAS, Sylvie (2006), « La nationalisation des hydrocarbures, outil ou écueil pour le développement de la Bolivie ? », *Observatoire des Amériques. La chronique des Amériques*, n° 23, [En ligne], [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id_article=2797&lang=fr], (15 juillet 2013).
- DUPLESSIS, Isabelle (2007), « Le vertige et la *soft law* : réactions doctrinales en droit international », *Revue québécoise de droit international*, hors série, p. 245-268.
- FASTERLING, Björn, et Geert DEMUIJNCK (2013), « Human rights in the void ? Due diligence in the UN guiding principles on business and human rights », *Journal of Business Ethics*, vol. 116, n° 4, p.799-814.
DOI : [10.1007/s10551-013-1822-z](https://doi.org/10.1007/s10551-013-1822-z)
- FIDH (2000), « Tchad-Cameroun : pour qui le pétrole coulera-t-il ? », *Rapport de juillet 2000*, n° 295, [En ligne], [<http://www.liberationafrique.org/IMG/pdf/fidhtchadcameroun.pdf>], (16 juillet 2013).
- FOEI (2002), « Toward binding corporate accountability », [En ligne], [<http://www.foei.org/corporates>], (20 août 2013).
- FONSECA, Aloysius (1984), *Multinationals in Third-World Countries*, Roma, Heider.
- FRANK, Isaiah (1981), *Multinationales et développement*, Paris, Masson.
- KANT, Emmanuel (1994), *Métaphysique des mœurs II*, traduit par A. Renaut, Paris, Garnier Flammarion.
- MAINGUY, Claire (2004), « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement », *Région et développement*, n° 20, p. 65-89.
- MANGANELLA, Antonion, et Olivier MAUREL (2012), « De l'impunité des multinationales », *Le Monde*, 23 avril, [En ligne],

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/04/23/de-l-impunite-des-multinationales_1688431_3232.html], (22 juillet 2013).

- MBONDA, Ernest-Marie (2012), « Les enjeux éthiques de la RSE. La RSE entre *hard law* et *soft law* », dans Ludovic LADO *et al.* (dir.), *La responsabilité sociétale de l'entreprise au Cameroun*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, p. 259-270.
- NATIONS UNIES (2011), *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies*, [En ligne], [http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A.HRC.17.31_fr.pdf], (15 novembre 2013).
- OZDEN MEKLIK [s.d.], « Sociétés transnationales et droits humains », Genève, CETIM.
- POGGE, Thomas (2007a), « Severe poverty as human rights violation », dans Thomas POGGE (dir.), *Freedom from Poverty as Human Right. Who owes what to the very poor ?*, New York, Unesco/Oxford University Press, p. 11-53.
- POGGE, Thomas (2007b), « Reconnus et bafoués par le droit international : les droits de l'homme des pauvres du monde », *Raison publique*, n° 6, p. 73-111.
- RANGEON, François (1989), « Réflexions sur l'effectivité du droit », dans *Les usages sociaux du droit*, Paris, Presses universitaires de France, p. 126-149.
- RENAUT, Alain (2013), *Un monde juste est-il possible ? Contribution à une théorie de la justice globale*, Paris, Stock.
- SEN, Amartya (2000), *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob.
- SHERPA, *etal.* (2010), « L'impact de la privatisation de la SOCAPALM sur les communautés et l'environnement au Cameroun : exposé de situation », [En ligne], [http://assosherpa.org/sherpacontent/docs/newsroom/Communiqués_de_presse/Exposé%20de%20situation%20-%20SOCAPALM.pdf], (18 juillet 2013).
- SOMO (CENTRE FOR RESEARCH ON MULTINATIONAL) (2005), « Cinq ans après : revue critique sur les Principes directeurs de l'OCDE et les Points de Contact Nationaux », Amsterdam, [En ligne], [<http://www.rse-et-ped.info/cinq-ans-apres-revue-critique-sur-les-principes-directeurs-de-locde-et-les-points-de-contact-nationaux/>], (18 octobre 2012).

- STIGLITZ, Joseph E., et Andrew CHARLTON (2007), *Pour un commerce mondial juste*, Paris, Fayard.
- UNION AFRICAINE (2001), *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique*, [En ligne], [[http://www.nepad.org/system/files/NEPAD%20Framework%20\(Francais\).pdf](http://www.nepad.org/system/files/NEPAD%20Framework%20(Francais).pdf)], (20 octobre 2012).
- UNION AFRICAINE (2009), *Vision du régime minier africain. Exploitation équitable et optimale des ressources minières en vue d'une large croissance durable et d'un développement socio-économique*, [En ligne], [http://www.africaminingvision.org/amv_researches/AMV/Africa%20Mining%20Vision%20french.pdf], (20 octobre 2012).
- UNION AFRICAINE et COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (2011), *Les ressources minérales et le développement de l'Afrique*, [En ligne], [<http://www.uneca.org/fr/publications/les-ressources-minerales-et-le-developpement-de-lafrique>], (20 octobre 2012).
- Plus de 82 000 multinationales et plus de 790 000 filiales dans le monde (voir <http://www.surfeco21.com/?p=67>).
- Le chiffre d'affaires des 10 premières multinationales serait l'équivalent du PIB de l'Inde et du Brésil. Voir Manganella et Maurel (2012).
- Les multinationales contrôlent près des deux tiers du commerce mondial. Voir CNUCED (2013) et <http://www.surfeco21.com/?p=67>.
- Citons en particulier les Principes directeurs de l'OCDE, adoptés en 1976 et révisés en 2000 et en 2011, le livre vert de l'Union européenne intitulé *Promouvoir un cadre européen pour la RSE* (2001), la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale de l'OIT (1977), le Global Compact (2000), les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies (2011), les normes ISO 9000, ISO 14000 et plus récemment ISO 26000 (2011), les multiples codes de conduite des entreprises nationales et multinationales.
- Plusieurs traductions ont été proposées pour rendre les termes anglais soft law avec chaque fois une analyse des avantages doctrinaux et pratiques de telle ou telle traduction : « droit mou », « droit souple », « droit vert », « droit vague », « droit doux », etc. Et des listes de normes qui pourraient correspondre à cette forme ont été également suggérées : « Elle comprend [...] les déclarations

protocolaires, les résolutions, les communications, les recommandations, les chartes, les programmes, les déclarations d'intention, les guidelines, les principes et autres positions prises en commun ou encore, des accords adoptés par les États. Cette liste peut aussi être étendue aux communiqués, aux déclarations, aux conclusions, aux accords informels, aux opinions, aux actes, aux accords interinstitutionnels, aux concertations et aux accords de nature purement politique (gentlemen's agreements) » (Chatzistavrou, 2005).

- Voir Shaffer et Pollack (2010).
- Voir Duplessis (2007 : 253).
- Voir Chatzistavrou (2005)
- Comme le suggère bien le titre de la note du FoEI : « Toward binding corporate accountability » (FoEI, 2002).
- Pogge se réfère en particulier au droit garanti par la Déclaration universelle des droits de l'homme à « un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux » (article 25).
- Voir Bonin (1984), Mainguy (2004 : 69), CNUCED (2011) et CNUCED (2013).
- Comme l'affirme très clairement Michel Côté : « Il faut absolument renforcer les partenariats public-privé canadiens au profit du développement du secteur privé » (Conseil canadien pour l'Afrique, 2005 : 26).
- Pour le cas de l'entreprise AES-Sonel spécialisée dans la production et la distribution de l'électricité en Afrique, au Cameroun en particulier, voici ce qu'écrit l'organisation SOMO : « L'approche d'AES Corporation dans la fourniture d'électricité dans les pays en développement semble être moins motivée par les questions de RSE que par l'impératif commercial centré sur le profit » (citée dans Demuijnck et Ngnodjom, 2012 : 235).
- Voir par exemple Bertin (1975), Frank (1981), Fonseca (1984), Bonin (1984), CNUCED (2011) et CNUCED (2013).
- Voir Renouard (2007), Deneault et al. (2008) et Carter Center (2012).
- Voir Bonin (1984 : 225-278) pour l'analyse comparée des réactions des pays d'accueil devant la multinationalisation.
- Le nom du site Web de John Ruggie, Business and Human Rights Resource Center, est complété par le slogan suivant : « Tracking the Positive and Negative impacts of over 5 100 companies worldwide. » Ce qui laisse voir très

clairement que dans ce cas, comme dans bien d'autres dans l'histoire du droit, ce sont les violations des droits qui créent la nécessité de mettre en place des normes interdisant explicitement leurs violations.

- La contribution des Principes directeurs sur le plan normatif ne consiste pas à créer de nouvelles obligations juridiques internationales mais à préciser les conséquences découlant des normes et pratiques existantes pour les États et les entreprises ; à intégrer ces normes et pratiques dans un seul modèle de portée globale qui soit logiquement cohérent ; à recenser les cas où le régime en vigueur se montre insuffisant ; et à voir comment il convient de l'améliorer »

(Présentation des Principes directeurs, paragr. 14).

- Présentation des Principes directeurs, paragr. 6.
- Voir Renouard (2007 : 31-32).

TABLE DES MATIERES

DEDICACES.....	3
INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE 1.....	7

SOUS-DEVELOPPEMENT.....	7
1.1 Origines du concept.....	7
1.2 Caractéristiques.....	8
1.3 Diversité des pays sous-développés.....	9
CHAPITRE 2.....	10
LE NON DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE.....	10
2.1 La faillite des politiques.....	10
2.2 Le marché de consommateurs.....	10
2.3 La négligence de l'agriculture.....	11
2.4 L'inadéquation du système éducatif.....	12
2.5 L'instabilité sociopolitique.....	12
2.6 La corruption.....	13
CHAPITRE 3.....	14
MONDIALISATION ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE.....	14
3.1 La mondialisation est-elle une bonne chose pour l'Afrique ? Les enseignements de la crise d'Asie	15
3.2 La reprise économique en Afrique.....	16
3.3 Vers la sécurité économique.....	18
CHAPITRE 4.....	23
LE ROLE POSITIF DE LA COLONISATION.....	23
4.1 Sénégal.....	23
4.2 Côte d'Ivoire.....	23
4.3 Mauritanie.....	24
4.4 Dahomey (Bénin).....	24
4.5 Soudan Français.....	24
4.6 Niger.....	24
4.7 Haute-Volta (Burkina Faso).....	25
4.8 Guinée.....	25
4.9 Les séquelles de la colonisation.....	27
4.10 Les anciens territoires colonisés face à leur destin.....	33
Les Africains sont-ils responsables de leur sous-développement ?	39
Le sous-développement n'est pas une aberration, mais une conséquence logique et un composant essentiel de notre système économique.....	41
CHAPITRE 5.....	50
DEVELOPPER L'AFRIQUE.....	50

CONCLUSION.....	62
BIBLIOGRAPHIE.....	65
TABLE DES MATIERES.....	72